Nations Unies

S/PV.7905



Conseil de sécurité

Soixante-douzième année

Provisoire

7905e séance

Jeudi 23 mars 2017, à 10 h 10
New York

Président : M. Johnson/M. Rycroft . . . . (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Membres :

Bolivie (État plurinational de)	M. Llorentty Solíz
Chine	M. Liu Jieyi
Égypte	M. Aboulatta
États-Unis d'Amérique	Mme Sison
Éthiopie	Mme Zemene
Fédération de Russie	M. Iliichev
France	M. Delattre
Italie	M. Amendola
Japon	M. Bessho
Kazakhstan	M. Ali
Sénégal	M. Baba Cissé
Suède	Mme Wallström
Ukraine	M. Prystaiko
Uruguay	M. Bermúdez

Ordre du jour

La situation en Somalie

17-07644 (F)





La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Somalie

Le Président (*parle en anglais*) : Je tiens à souhaiter une chaleureuse bienvenue dans la salle du Conseil de sécurité aux Ministres et aux autres représentants. Leur présence aujourd'hui souligne l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Somalie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, Président de la République fédérale de Somalie, qui participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Nairobi.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Michael Keating, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, et M. Francisco Caetano José Madeira, Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à M. Madeira, qui participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Mogadiscio.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil de sécurité sont saisis du document S/2017/226, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Conseil de sécurité est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Bolivie (État plurinational de), Chine, Égypte, Éthiopie, France, Italie, Japon, Kazakhstan, Fédération de Russie, Sénégal, Suède, Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Uruguay

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2346 (2017).

Je donne maintenant la parole à M. Keating.

M. Keating (*parle en anglais*) : Comme l'a dit le Secrétaire général à l'occasion de sa première visite sur le terrain après son entrée en fonctions, la Somalie traverse une période marquée tant par la tragédie que par l'espoir. La tragédie, parce que le pays est en train de sombrer dans une crise humanitaire due à la sécheresse, avec un risque de famine imminente. L'espoir, parce que le récent processus électoral a insufflé l'élan nécessaire à un regain d'engagement politique chez les Somaliens. L'annonce, il y a 48 heures, de la formation place du Gouvernement, lequel compte six femmes parmi ses membres, est un autre pas en avant important.

Plus de 6 millions de Somaliens, soit la moitié de la population du pays, ont désormais besoin d'assistance. Près de 3 millions de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, ont besoin d'un soutien vital immédiat, et parmi elles se trouve un nombre croissant de personnes déplacées qui vivent dans la misère. Les Somaliens, y compris les personnalités politiques, les milieux d'affaires, la société civile et les membres de la diaspora, assument désormais la responsabilité de l'action menée face à la sécheresse. En cela, la Somalie se distingue d'autres pays confrontés à une catastrophe humanitaire. Le Président Farmajo a déclaré l'état de catastrophe nationale dans les jours qui ont suivi son entrée en fonctions. Il recourt à toutes les plateformes disponibles pour mobiliser un appui national et international. L'accès reste difficile, notamment dans les zones contrôlées par les Chabab. Toutefois, par rapport à 2011, année durant laquelle 260 000 personnes avaient trouvé la mort, les possibilités de réagir face à la crise sont plus importantes. La couverture de téléphonie mobile cellulaire s'est élargie,, et il existe de nouvelles options de transfert de fonds; les données sur les besoins et l'évaluation de la situation sont plus fiables; les ressources sont mieux contrôlées et les procédures de sélection des partenaires sont plus strictes; et les capacités opérationnelles ont augmenté.

Les partenaires humanitaires intensifient leur intervention de diverses manières, notamment par le biais du secteur privé et en recourant à des programmes d'aide en espèces dans les zones touchées. Davantage de

personnes bénéficient à présent d'une aide alimentaire, d'un soutien nutritionnel, de services de santé et d'un accès à une eau sans risque sanitaire. Mais il faut faire beaucoup plus. Parmi les défis les plus urgents figurent le financement de mesures vitales immédiates, en particulier pour lutter contre le choléra, qui touche désormais 11 des 18 régions de la Somalie. Des centres et unités de traitement ouvrent dans tout le pays, mais la maladie continue de se propager. Il faut d'urgence élargir rapidement la portée du traitement et des mesures de prévention avant la saison des pluies, qui ne fera qu'exacerber le problème.

Il faut 825 millions de dollars au plan opérationnel de prévention de la famine pour pouvoir desservir 5,5 millions de personnes d'ici à juin. Ce plan est actuellement financé à hauteur de 32 %. Les difficultés de financement et le manque de liquidités ont empêché une augmentation sensible des interventions en début d'année, et des ressources supplémentaires seront nécessaires d'ici à la fin mars pour que les partenaires puissent acheminer de l'aide aux populations touchées avant qu'il ne soit trop tard. Je salue les récentes contributions généreuses qu'ont faites de nombreux pays, en réponse aux appels à l'aide lancés par le Gouvernement somalien et par l'ONU – dont celle, très généreuse, de votre propre gouvernement, Monsieur le Président.

Si le processus électoral ne s'était pas soldé par un résultat réputé légitime, les efforts de lutte contre la sécheresse seraient beaucoup plus difficiles. En l'occurrence, le processus électoral a suscité un sentiment d'espoir. Le nouveau Parlement est marqué par davantage de diversité, ses membres sont plus jeunes et il compte plus de femmes que jamais auparavant. Dans l'ensemble, les élections ont été pacifiques et n'ont pas été perturbées par les Chabab. La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et les forces de sécurité et de renseignement somaliennes ont fait un excellent travail pour protéger les bureaux de vote. L'élection présidentielle s'est déroulée dans la transparence. L'ancien Président, M. Hassan Sheikh Mohamud, mérite d'être félicité pour avoir permis un transfert du pouvoir pacifique et sans heurt.

L'allégresse avec laquelle le Président Farmajo a été accueilli le 8 février a transcendé les clivages claniques et régionaux. Le résultat du processus électoral a suscité un état de grâce généralisé. Comme le Premier Ministre éthiopien, M. Dessalegn, l'a dit : « Les Somaliens ont écrit l'histoire, et donnent un excellent exemple aux pays [...] qui sortent d'un conflit. » La complexité et les imperfections du processus électoral n'ont pas entamé les espoirs d'une élection répondant au principe « une personne, une voix » en 2020. Il faut maintenant lancer les préparatifs pour mettre en place le cadre juridique et administratif nécessaire, jeter les bases de la tenue d'élections ouvertes à tous et permettre aux femmes de concourir sur un pied d'égalité avec les hommes. À cette fin, l'ONU va dépêcher une mission d'évaluation des besoins cette semaine.

Le nouveau Gouvernement et le nouveau Parlement ont à présent l'occasion de profiter de l'état de grâce pour redynamiser les efforts visant à mettre en place un État fédéral fonctionnel et inclusif, afin de s'attaquer aux problèmes politiques, structurels et socioéconomiques qui rendent des millions de femmes, d'hommes et d'enfants somaliens si vulnérables. De fait, une Somalie fédérale fonctionnelle et véritablement souveraine doit trouver le moyen d'être moins dépendante des fonds étrangers et plus en mesure de compter sur ses propres ressources. À moins que la Somalie ne réussisse à attirer des investissements conséquents et à générer des recettes intérieures, l'édification de l'État restera un vœu pieux, et le pays continuera de dépendre dangereusement des chocs météorologiques et d'y être vulnérable. Cela nécessite non seulement de renforcer les capacités institutionnelles, mais aussi de parvenir à un règlement entre le Gouvernement et le secteur privé. Les impôts doivent être collectés par l'État, lequel doit en contrepartie s'engager à justifier l'utilisation de ces fonds, qui serviront à assurer des services de base, notamment en matière de sécurité et d'état de droit.

Le Président et le Premier Ministre ont promis d'améliorer la gestion des finances publiques, la transparence et la responsabilisation, et notamment de prendre des mesures robustes pour lutter contre la corruption, qu'ils considèrent comme un facteur d'insécurité. Tout cela ne sera pas facile. Ils méritent notre appui, notamment par des mesures d'incitation à l'intention du secteur privé. La Somalie a besoin d'être appuyée pour résorber ses arriérés et pour lui permettre d'avancer sur une voie qui mène à l'allégement de sa dette.

Un défi plus immédiat est d'éliminer le fléau du terrorisme. Son coût est tout simplement trop élevé, aussi bien en termes de vies humaines qu'en occasions perdues pour la Somalie, mais également pour ses voisins et pour la communauté internationale, y compris les pays qui siègent au Conseil. Pour pouvoir réduire l'influence des

Chabab et les démanteler,il faut une approche à plusieurs volets, incorporée dans une stratégie politique mise en œuvre par le Gouvernement somalien. Cette approche devra intégrer l'appui aux activités de l'AMISOM et à la réforme du secteur de la sécurité somalien, le règlement des conflits locaux, et la stabilisation et l'expansion de l'autorité de l'État dans les zones libérées, et devra remédier aux déficits de gouvernance et d'état de droit qui sont un ballon d'oxygène pour les Chabab.

Les Somaliens veulent assumer des responsabilités plus grandes s'agissant d'assurer leur propre sécurité. Il reste du chemin à parcourir. Les forces de sécurité somaliennes ne disposent pas de moyens suffisants, ne reçoivent pas leur solde régulièrement, sont fragmentées, sont souvent privatisées, et ne sont pas généralement responsables envers le grand public. Mais constituer des forces de sécurité fiables qui soient acceptées par tous les Somaliens est essentiel. Cela représente une occasion en or pour édifier et consolider l'État fédéral, et il faut l'envisager sous cet angle et non comme une entreprise militaire. Le premier pas essentiel à cet égard c'est la conclusion d'un accord politique entre le Gouvernement fédéral et les États membres de la Fédération, avec l'appui du Parlement et de la société civile, sur une architecture de sécurité commune incluant l'Armée et la Police.

Un tel accord peut servir de base pour un appui international plus cohérent à la Somalie et de pierre angulaire d'une planification conjointe, avec l'Union africaine, de l'avenir de l'AMISOM et de son retrait à terme. L'AMISOM est un modèle d'approche globale en matière de sécurité, mais cela fait déjà 10 ans que l'AMISOM se trouve dans ce pays et elle n'y restera pas éternellement. Les pays fournisseurs de contingents ont leurs propres paramètres et les bailleurs de fonds doivent concilier de nombreuses autres demandes concurrentes dans le monde. Toutefois, comme cela est apparu clairement durant le processus électoral, l'AMISOM reste pour l'instant la colonne vertébrale de la sécurité en Somalie. Sa présence est essentielle pour constituer les forces de sécurité somaliennes. Un retrait précipité de l'AMISOM pourrait s'avérer catastrophique. C'est pourquoi je prie instamment le Conseil de s'efforcer de trouver le financement nécessaire pour maintenir l'AMISOM en place et permettre un retrait basé sur des conditions. L'objectif doit être d'atteindre un niveau de sécurité suffisant dans les prochaines années, notamment dans la perspective des élections de 2020. Au cours des prochains mois, l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies se pencheront ensemble sur l'avenir de l'AMISOM. Cet examen et les résultats de la mission d'évaluation stratégique doivent aider le Conseil à décider de la voie à suivre concernant l'AMISOM, et notamment l'utilisation des contributions statutaires. Les résultats de l'examen ne seront probablement pas prêts avant le 15 avril du fait du retard mis dans la formation du nouveau Gouvernement.

La sécurité n'est pas la seule priorité. Faire avancer le processus constitutionnel reste urgent. L'élaboration de la Constitution nécessitera la quête du consensus, le dialogue et des consultations à différents niveaux pour régler toutes les questions liées au fédéralisme. Le renforcement des capacités de règlement des conflits en est une autre. Il est essentiel d'inclure tous les segments de la société, notamment les femmes, les jeunes, les minorités et les milieux d'affaires, dans le règlement pacifique des conflits internes. L'ONU s'y attachera en coordination avec les partenaires clefs, comme l'Union africaine, l'Union européenne et l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Beaucoup reste à faire pour améliorer la situation désastreuse en matière de droits de l'homme en Somalie. Je suis particulièrement préoccupé par les attaques contre les journalistes, la hausse de la violence sexuelle contre les femmes déplacées et les membres des clans minoritaires. Les opérations militaires et l'aggravation de la situation humanitaire exposeront les Somaliens aux violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Renforcer les capacités de protection doit être une priorité. Une application stricte de la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, notamment en mettant en œuvre de mesures d'atténuation, est essentielle.

En conclusion, la Somalie est confrontée à des défis de taille après des décennies de conflit violent, mais une occasion politique se présente à elle aujourd'hui. Le Conseil jouit d'un remarquable niveau de consensus s'agissant de la Somalie. J'espère que cela pourra servir à régler la crise immédiate qui affecte des millions de personnes, mais aussi à aider les nouveaux dirigeants somaliens, Président et Premier Ministre, à s'attaquer aux problèmes sous-jacents, afin que nous puissions empêcher ce drame de se reproduire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Keating de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Madeira.

M. Madeira (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que d'avoir l'occasion de prendre la parole au

Conseil sur la situation en Somalie. Ce mois, 10 années se seront écoulées depuis que les premiers soldats de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) ont mis le pied à Mogadiscio, le 6 mars 2007, sous le feu des kalachnikov et de mortiers des Chabab. Pour marquer cet important évènement, exprimer notre solidarité et féliciter le peuple somalien et le Président Farmajo de sa brillante élection, le Président de la Commission de l'Union africaine – qui m'a demandé de transmettre au Conseil ses salutations et de s'excuser auprès de lui pour l'impossiblité de se joindre à lui aujourd'hui – a estimé qu'il était important et approprié de commencer ses activités en dehors du Siège de l'Union africaine par une visite en Somalie, la toute première effectuée dans un État membre de l'Union africaine et quatre jours seulement après son entrée en fonctions, le mardi 14 mars 2017. Il a tenu à être aux côtés des hommes et des femmes de l'AMISOM sur le terrain et des populations de ce grand pays qu'est la Somalie pour honorer nos héros et célébrer 10 années d'efforts soutenus consentis par l'AMISOM et l'Armée nationale somalienne pour rétablir la paix et la stabilité dans ce pays et dans toute la région est-africaine.

Le Président de la Commission de l'Union africaine aussi estimé qu'il était important qu'il se rende en Somalie pour souligner la situation humanitaire alarmante qui affecte ce pays, où 6,2 millions de personnes sont au bord de la famine et où une catastrophe similaire à celle de 2011 pointe à l'horizon. Comme en 2011, cette fois encore l'Union africaine, par le biais de l'AMISOM, continuera de travailler la main dans la main et de façon coordonnée avec les autorités somaliennes et d'autres partenaires pour venir en aide à nos sœurs et frères somaliens victimes de la sécheresse en mettant tout mettre en œuvre pour les sauver de cette calamité imminente.

Considérant là où en on était en 2007, nous réalisons que nous avons fait du chemin depuis. De façon générale, la situation en Somalie s'est beaucoup améliorée grâce aux efforts inlassables déployés par l'AMISOM dans le cadre d'opérations conjointes avec les Forces nationales de sécurité somaliennes et d'autres partenaires. En termes de performance, la Somalie a fait mentir les prévisions. Ces quatre dernières années, une activité politique intense a été observée et des réformes ont été menées, facilitées il est vrai par un environnement sécuritaire favorable. Le Gouvernement fédéral est resté en place à Mogadiscio, continuant de fonctionner, formulant des cadres d'action, consolidant ses institutions, améliorant ses résultats et renforçant son efficacité. Les gouvernements régionaux ont été mis en place et font de leur mieux pour s'acquitter de leurs tâches et remédier aux problèmes de taille rencontrés par les populations placées sous leur autorité. La vie économique reprend dans de nombreuses régions du pays, en particulier à Mogadiscio. Le dialogue politique, la réconciliation, la formation de l'État, une révision constitutionnelle et des élections ont eu lieu. Avec l'aide de l'AMISOM et de l'Armée nationale somalienne, en septembre 2012 et en février 2017, des passations de pouvoirs exemplaires ont eu lieu en Somalie. Quatre-vingt pour cent du territoire du pays est maintenant repris aux Chabab.

Mais il reste encore beaucoup à faire pour amener la Somalie là où elle doit être. La capacité du pays de garder durablement ces territoires libérés sous son contrôle, de rétablir son autorité, d'assurer la sûreté et la sécurité des communautés et de permettre à l'administration d'exercer ses fonctions de gestion, doit être encore davantage renforcée. L'AMISOM joue son rôle dans l'effort concerté visant à renforcer la capacité et l'efficacité des Forces nationales de sécurité somaliennes, en particulier de l'Armée nationale, des forces de police et des services de renseignement et autres institutions publiques essentielles pour fournir des services de base à la population, pour lui rendre la joie de vivre et lui redonner confiance.

La Somalie est maintenant en train d'ouvrir un nouveau chapitre sous la direction d'un nouveau gouvernement déterminé à faire passer les intérêts de la population en premier. Cela signifie bonne gouvernance, notamment prestation des services, responsabilisation, lutte contre la corruption et renforcement de la capacité des Somaliens d'assumer la responsabilité de dissuader, neutraliser et contenir les terroristes des Chabab. Des bases solides sont en train d'être posées pour que les institutions du pays puissent assumer leur responsabilité constitutionnelle. Nous nous félicitons que les vues de l'Union africaine et celles du Président Farmajo sur la manière de procéder soient très similaires.

Nous notons avec satisfaction la dynamique qui a été amorcée en amont de la Conférence de Londres en ce qui concerne l'approche globale à adopter en matière de sécurité, ainsi que la rationalisation, l'autonomisation et la consolidation des institutions de gouvernance somaliennes. Toutefois, si nous voulons réaliser les objectifs communs que nous nous sommes fixés pour la Somalie, il est important de ne pas oublier que cela suppose de définir des critères à court, à moyen et à

long terme qui doivent être suivis et mis en œuvre de manière coordonnée, complémentaire et synergique. Se concentrer sur les objectifs à moyen et à long terme sans s'engager ensemble de manière coordonnée et complémentaire en faveur d'un plan concret, synergique et objectivement réalisable en vue de résoudre les problèmes qui se posent à nous dans l'immédiat risque de saper et de rendre très difficile la mise en œuvre de nos plans à moyen et à long terme.

Alors que le Gouvernement s'efforce de faire échec aux Chabab et d'améliorer la sécurité, nous devons, de façon coordonnée et complémentaire, lui fournir les moyens et le soutien dont il a besoin pour établir sa présence et gérer de manière effective les territoires qu'il a libérés avec notre appui. Dans le même temps, nous devons poursuivre nos objectifs à moyen et à long terme, à savoir l'établissement d'institutions de l'État permanentes, plus fiables et plus efficaces. La lutte contre les Chabab et les efforts visant à les affaiblir doivent se poursuivre. L'un de nos objectifs communs dans l'immédiat et à court terme doit être de mobiliser les ressources et de réunir les conditions nécessaires pour que l'AMISOM et les Forces nationales de sécurité somaliennes puissent s'en charger de manière plus efficace et dans des conditions acceptables.

Faire échec aux Chabab aujourd'hui exige, entre autres, que nous construisions des casernes pour loger les soldats de l'Armée nationale somalienne qui ont déjà été certifiés et sensibilisés à la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'ONU. Cela exige qu'ils soient soumis à un processus de vérification, qu'ils soient équipés, préparés, motivés et rémunérés, et qu'ils reçoivent des ordres afin de pouvoir lutter plus efficacement contre l'ennemi. Cela exige que l'AMISOM et l'Armée nationale somalienne reçoivent l'appui qu'elles ont demandé pour déloger l'ennemi de ses derniers bastions dans la vallée du Djouba et le long de la côte nord-est de la Somalie. Cela exige également que l'AMISOM dispose de sources de financement plus prévisibles, moins aléatoires et plus fiables pour s'acquitter de sa mission et achever son mandat dans les délais prévus, et cela doit inclure les contributions mises en recouvrement.

Nous avons un calendrier très clair. Nous devons commencer à réduire nos effectifs en 2018. Il ne nous reste que peu de temps. Nous avons besoin des moyens pour faire une véritable différence d'ici là. Le Secrétaire général a été sur le terrain en Somalie et a vu par lui-même ce qui doit être fait. L'Union africaine reste déterminée à jouer son rôle dans notre lutte commune contre l'extrémisme violent et le terrorisme et dans le rétablissement de la paix et de la sécurité, qui sont des éléments essentiels pour le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des populations africaines et du monde en général.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Madeira de son exposé.

Je donne maintenant la parole à S. E. M. Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, Président de la République fédérale de Somalie.

Le Président Farmajo (*parle en anglais*) : Avant de commencer ma déclaration, je voudrais exprimer mes très sincères condoléances au Gouvernement et au peuple britanniques à la suite de l'attaque terroriste barbare qui a été commise à Londres. En Somalie, nous sommes en première ligne de cette guerre. Nous condamnons sans réserve le terrorisme et continuerons de le combattre sous toutes ses formes.

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant le Conseil de sécurité sur la question importante des progrès réalisés par la Somalie et des défis qui nous restent à relever. Le Conseil de sécurité et de nombreux pays partenaires au sein de l'ONU ont joué et continuent de jouer un rôle vital dans nos progrès nationaux, aux côtés de notre peuple et du Gouvernement, tant sur le plan multilatéral que bilatéral. D'emblée, je voudrais saisir cette occasion pour remercier le Secrétaire général et sa délégation, notamment M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de s'être rendus en Somalie pour observer et évaluer les défis humanitaires pressants auxquels nous sommes confrontés. Je me félicite vivement de la déclaration faite par M. Michael Keating, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, et conviens avec lui que même s'il reste des défis immédiats et à long terme à surmonter, il y a également de nombreuses raisons d'espérer, alors que nous faisons des progrès tangibles et durables sur le plan politique.

Malgré les progrès accomplis par la Somalie, il est difficile de s'attaquer à la sécheresse et aux crises humanitaires, aussi bien dans notre pays que dans la région, mais nous ne pouvons pas céder au pessimisme. En Somalie, nous sommes fermement convaincus que les progrès socioéconomiques et politiques doivent aller de pair avec une bonne gouvernance si nous voulons

parvenir au développement durable pour l'ensemble de notre peuple.

Comme le Conseil le sait, malgré d'énormes difficultés et beaucoup de scepticisme, le processus électoral de longue haleine vient de s'achever pacifiquement et démocratiquement. Le 22 février, j'ai désigné Hassan Ali Khayre en tant que Premier Ministre et le Parlement fédéral l'a approuvé à l'unanimité. Il y a tout juste deux jours, il a, à son tour, a formé un gouvernement compétent. Je suis convaincu que le Parlement va ici aussi appuyer le nouveau Gouvernement, pour que nous puissions nous mettre au travail, à commencer par la lutte contre la sécheresse qui est en train de causer des ravages dans notre pays. La Somalie a été l'un des premiers pays démocratiques d'Afrique et, le 8 mars, nous avons mené à bien notre première élection nationale depuis des décennies. Le Président sortant, Hassan Sheikh Mohamud, a accepté gracieusement les résultats de cette élection qui m'a conduit à la fonction suprême, et son discours à tous les délégués a fortement encouragé tous les Somaliens et autres parties prenantes à collaborer avec la nouvelle Administration du nouveau Président et à l'appuyer.

Pour la première fois dans l'histoire, les femmes représentent près de 30 % des membres du Parlement, ce qui constitue une amélioration sensible par rapport aux 14 % de 2012. Le nombre de jeunes députés a lui aussi augmenté, et l'on compte un bon nombre de parlementaires issus de la diaspora, ce qui constitue un excellent indicateur que nos citoyens vivant de par le monde auront une incidence encore plus importante que ce qu'ils avaient jusqu'à présent du fait de leurs envois de fonds. Ils auront, en effet, désormais leur mot à dire pour ce qui est de façonner l'avenir du pays. Le nouveau Gouvernement comprend également une proportion plus élevée de femmes et de jeunes, qui constituent le fondement de notre société.

Parmi les nombreuses priorités pressantes de mon gouvernement, l'efficacité de la lutte contre l'actuelle crise humanitaire figure en tête de liste. Près de la moitié de la population de mon pays est confrontée à d'importantes pénuries alimentaires, et environ 15 % de la population sont exposés au risque de famine. Je suis profondément attristé par cette situation, car le peuple somalien est fier, généreux, travailleur et véritablement dur au mal. Il serait le dernier à demander de l'aide s'il avait pu trouver un autre moyen de survivre et de dépasser cette réalité.

Cependant, en réalité, des hommes, des femmes et des enfants marchent des kilomètres et des heures durant pour se procurer des vivres et de l'eau, et ils sont nombreux à avoir fui vers des centres urbains en quête d'un appui que notre gouvernement tente désespérément de fournir avec l'aide de la communauté internationale. Les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes, en particulier les éleveurs, ont disparu. Nous nous retrouvons donc à devoir planifier collectivement un avenir meilleur dans le sillage de cette crise humanitaire.

Le Gouvernement somalien a déjà sonné l'alarme aux niveaux international et national, et il dirige un effort en vue de lever des fonds auprès de la diaspora somalienne, du milieu des affaires et d'autres sources qui pourraient fournir une aide vitale urgente dont ont besoin des millions de personnes touchées par la sécheresse. Il y a quelques semaines, du fait de la sécheresse actuelle, j'ai déclaré l'état de catastrophe nationale afin de mobiliser nos institutions et de leur permettre de prendre des mesures urgentes. Le Premier Ministre préside le Comité national de lutte contre la sécheresse, qui a mobilisé et organisé les Somaliens dans le pays et dans la diaspora afin de récolter des fonds pour soutenir leurs frères et sœurs touchés par cette sécheresse dévastatrice.

La réaction du peuple somalien et de la communauté internationale a été exceptionnelle, et nous travaillons avec la communauté humanitaire et des partenaires importants afin de contrer ce problème. Nous prions tous ceux qui le peuvent de continuer à soutenir cet effort. Leur appui et leur générosité seront reconnus non seulement par le peuple somalien, mais également par l'histoire.

Compte tenu de la nature régionale de la sécheresse, il importe que des stratégies d'alerte rapide et d'intervention durables et solides soient mises en place à l'échelle régionale et, lorsqu'elles existent déjà, renforcées. Nous devons renforcer la résilience des communautés et mettre un accent prioritaire sur la recherche de solutions durables aux catastrophes environnementales telles que cette sécheresse. À cet égard, nous avons créé un nouveau ministère qui est chargé exclusivement de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes. Notre plan national de développement comporte un chapitre entier consacré à la résilience et une stratégie à long terme visant à atténuer les sécheresses cycliques. Dans notre lutte désespérée visant à éviter cette sécheresse et d'autres, il est crucial

que les pays voisins partagent leurs idées et leurs données d'expérience aux niveaux bilatéral et multilatéral par l'intermédiaire de l'ONU et des institutions régionales telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement. C'est le seul moyen par lequel nous pouvons espérer atténuer les effets dévastateurs des sécheresses en Afrique de l'Est.

L'intervention humanitaire face à cette sécheresse est problématique à certains endroits du fait de l'insécurité causée par le groupe terroriste des Chabab. Cependant, nous sommes déterminés à en venir à bout. Je puis affirmer avec confiance que, grâce au courage et aux sacrifices des membres de l'Armée nationale somalienne et de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), les Chabab ont été considérablement affaiblis. Dans notre lutte contre les Chabab et le terrorisme international, nous sommes reconnaissants de l'appui constant des pays qui fournissent des contingents à l'AMISOM, des partenaires internationaux importants, y compris plusieurs membres du Conseil de sécurité, et des services de sécurité somaliens, qui sont de plus en plus solides et compétents au fil des jours.

Si nous sommes reconnaissants de l'appui et des sacrifices de l'AMISOM, nous comprenons que le seul moyen de protéger notre démocratie et notre développement contre les éléments perturbateurs malveillants est de reconstruire notre armée nationale, notre police et nos services de sécurité. Je puis assurer au Conseil de sécurité aujourd'hui que c'est notre objectif, et nous l'atteindrons avec l'appui continu du Conseil. Nous collaborons avec nos partenaires en vue d'élaborer une feuille de route claire pour réduire les effectifs de l'AMISOM, et nous sommes en train de développer la qualité et les effectifs de nos services de sécurité. À cet égard, je prie le Conseil de sécurité d'œuvrer avec nous à l'élaboration d'une feuille de route en vue de la pleine levée de l'embargo sur les armes. Cette feuille de route sera présentée à la conférence de Londres en mai.

La réalisation d'une paix durable exigera davantage que la sécurité physique. Nous devons investir dans l'éducation, l'emploi et la formation pour surmonter les nombreux problèmes auxquels la Somalie est confrontée. Cette composante critique du développement doit accompagner la sécurité physique que nous recherchons, ou il sera difficile de surmonter les problèmes de la radicalisation, des migrations illégales et autres tragédies qui gâchent des talents et des vies. En outre, nous devons former et éduquer les futurs défenseurs de l'eau, du génie, du bétail, de l'agriculture et de la technologie qui créeront, produiront et entretiendront les systèmes de résilience à la sécheresse qui feront en sorte que la détresse actuelle ne se reproduise plus jamais. Je suis certain que tous les membres du Conseil conviendront que notre argent sera investi plus judicieusement de cette manière que si nous devons faire face à des crises humanitaires cycliques.

Notre stratégie pour un relèvement économique durable est décrite en détail dans le plan de développement national. Nous présenterons nos principales priorités à la conférence de Londres, mais je vais énoncer certaines priorités clefs aujourd'hui. Premièrement, nous devons investir sérieusement dans nos infrastructures vitales, à commencer par l'énergie, l'eau et les grands axes routiers. Deuxièmement, nous devons relancer les principaux moteurs de l'économie, notamment l'agriculture, l'élevage et la pêche. Troisièmement, nous devons investir dans de nouveaux secteurs, notamment les télécommunications et la finance. Enfin, rien de cela ne sera possible si nous ne commençons pas par corriger nos erreurs et normaliser nos relations avec les institutions financières internationales. Des progrès tangibles ont déjà été réalisés à cet égard, mais nous comptons sur l'accélération du processus d'allègement de la dette et, ultérieurement, sur l'accès aux prêts de capitaux. Un plan détaillé portant sur ces questions sera présenté à Londres.

Sur le plan politique, notre programme de travail s'annonce chargé. Un objectif important pour nous sera d'approfondir l'architecture fédérale en renforçant les États membres de la Fédération et en adoptant le statut définitif de la capitale, Mogadiscio. En outre, nous mènerons à terme la révision de la Constitution, le document qui reliera le peuple somalien. Un grand nombre de négociations se profilent à l'horizon, dans des domaines clefs tels que le partage des ressources, la relation entre le Gouvernement fédéral et les États membres de la Fédération, l'architecture de sécurité et les questions politiques, entre autres. Nous aborderons ces questions dans une optique de réconciliation et d'apaisement social. Plus important encore, nous nous emploierons à mettre en œuvre un arrangement pour que les élections se déroulent suivant le principe « une personne, une voix » en 2020, sur la base d'un système politique multipartite. C'est le seul moyen de renforcer la transparence de notre système politique et de le rendre véritablement démocratique.

En dépit des nombreux problèmes, aucun d'entre eux n'est insurmontable. Les Somaliens sont résistants, patients et prêts à faire le gros travail nécessaire pour avancer. Il existe cependant un dicton somalien qui dit qu'un seul doigt ne peut pas commander tout le visage. Nous souhaitons donc réitérer au Conseil de sécurité combien nous apprécions l'effort de tous nos partenaires et qu'en cette période de très grande nécessité et très grande opportunité, nous devons coopérer pour atteindre les objectifs communs et faire en sorte que la Somalie,, la région et le reste du monde soient sûrs, progressifs et prospères.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Président Farmajo de sa déclaration.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Je remercie le Président Farmajo d'avoir prononcé sa première allocution au Conseil de sécurité, et M. Michael Keating et M. Madeira, pour leurs exposés

La semaine dernière, j'ai eu la chance de me rendre en Somalie à une époque que le Secrétaire général a qualifiée tout à la fois de tragique et pleine d'espoir. Aujourd'hui, le président Farmajo a eu l'occasion de décrire comment le Gouvernement fédéral envisage d'instaurer la paix et la stabilité dans son pays. J'espère que le Président retirera un message clair de cette séance, à savoir que, tant qu'il travaille pour le bien de la Somalie, le Conseil de sécurité le soutiendra.

Nous nous réunissons à un moment où la Somalie fait face à la terrible perspective de sa troisième famine en 25 ans. Nous ne pouvons pas oublier que la dernière fois que la Somalie a été frappée par la famine en 2011, pas moins de 260 000 personnes sont mortes. Aujourd'hui, plus de 6 millions de Somaliens ont besoin d'aide. La crise risque également de compromettre les progrès durement réalisés en matière de politique et de sécurité. La bonne nouvelle est que si nous tirons les leçons de 2011 et agissons tôt et de façon décisive, la famine peut encore être évitée. La Grande-Bretagne a versé plus de 135 millions de dollars d'aide d'urgence à la Somalie cette année. Cette aide du Royaume-Uni fournira à plus d'un million de personnes des denrées alimentaires, de l'eau et des soins de santé d'urgence. J'exhorte tous nos partenaires à appuyer les efforts de secours qui sont en cours. J'exhorte le Gouvernement somalien à respecter les engagements qu'il a pris d'améliorer l'accès et d'éliminer les blocages logistiques, dans le cadre de l'attention qu'il accorde à cette question.

À Mogadiscio, la semaine dernière, j'ai assisté à une session de formation militaire pour les troupes de l'Armée nationale somalienne et les contingents de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Une lourde responsabilité incombe à ces braves soldats de garantir la sécurité dont dépend toute autre forme de progrès. C'est un moment critique pour la sécurité en Somalie. Nous devons travailler ensemble en vue de convenir d'un plan clair et à long terme d'appui international à la sécurité en Somalie. Nous espérons progresser sur la conclusion d'un pacte de sécurité lors de la prochaine conférence de Londres sur la Somalie. L'exigence la plus urgente est un accord politique entre le Gouvernement fédéral et les États membres de la fédération sur l'architecture de sécurité des forces de sécurité somaliennes. Une fois que cela aura été convenu, la communauté internationale devrait établir un soutien complet et coordonné à la Somalie en vue de réformer le secteur de la sécurité. Nous devons aussi nous mettre d'accord sur la forme d'une transition conditionnelle des responsabilités en matière de sécurité de l'AMISOM aux forces de sécurité somaliennes. Je ne saurais assez féliciter les prouesses et la bravoure des soldats de l'AMISOM et de leurs homologues somaliens dans la lutte contre les Chabab. Ils ont fait une réelle différence pour la Somalie et pour la sécurité de l'Afrique de l'Est dans son ensemble, et nous sommes tous conscients de leur sacrifice. C'est précisément parce que nous ne devons pas laisser leurs sacrifices être vains que nous devons assurer une transition réussie.

L'Union africaine est un partenaire central et le prochain examen conjoint ONU-Union africaine sera crucial pour définir l'orientation future de ce partenariat. J'espère que tous les membres du Conseil seront ouverts d'esprit, notamment en ce qui concerne le financement, afin que les progrès de la Somalie ne soient pas compromis par une transition hâtive.

La sécurité est l'un des aspects urgents du règlement constitutionnel plus vaste que nécessite une Somalie stable et fédérale. Le Gouvernement fédéral et les États membres de la fédération devront également s'entendre sur la manière de partager le pouvoir et les ressources. Le règlement de ces questions sera d'une importance capitale pour la stabilité à long terme du pays. Je me réjouis à la perspective des élections qui doivent avoir lieu dans quatre ans suivant le principe « une personne, une voix ».

Je me félicite également de l'accent mis par le Président Farmajo sur la promotion de la reprise économique et la création d'emplois pour une nouvelle génération de jeunes Somaliens ambitieux. Pour que cette initiative réussisse, le Gouvernement devra continuer à faire des progrès sur d'importantes réformes économiques, à se conformer au programme actuel du Fonds monétaire international et à améliorer le climat des affaires. Ces mesures seront également essentielles pour que la Somalie puisse progresser vers ses objectifs d'accès au financement multilatéral et à l'allégement de la dette.

En cette période cruciale, la Grande-Bretagne se joindra aux Nations Unies et au Gouvernement fédéral pour accueillir au mois de mai à Londres une conférence sur la Somalie. Cette conférence évaluera la réponse adoptée face à l'urgence humanitaire, accélérera les progrès en matière de sécurité et adoptera un nouvel accord de partenariat qui fixera les termes de la relation entre la Somalie et la communauté internationale pour les années à venir. Une Somalie pacifique et prospère est l'objectif que nous partageons tous, et je voudrais dire au Président Farmajo que le Conseil de sécurité se tiendra à ses côtés tandis qu'il s'efforce d'atteindre cet objectif.

Je reprends mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères de la Suède.

Mme Wallström (Suède) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, mes pensées vont au peuple britannique et, en particulier, aux victimes de l'horrible attaque de Westminster, cœur de la démocratie britannique. Cette attaque d'une lâche cruauté nous remplit de colère, mais nous sommes également convaincus que la résilience légendaire et l'esprit des Londoniens triompheront de cette épreuve. Il ne peut y avoir de reddition face à la peur. Nous sommes unis contre la menace du terrorisme sous toutes ses formes, où qu'il se produise et quels qu'en soient les auteurs.

Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la présidence britannique d'avoir convoqué cette séance alors que nous nous engageons dans la prochaine étape vers une Somalie pacifique et prospère.

Je tiens à féliciter le peuple somalien pour le succès des élections parlementaires et présidentielle. Je suis encouragée par les résultats positifs, notamment la représentation accrue des jeunes et le quasi-doublement du nombre de femmes au Parlement. Je suis également encouragée par le fait que les femmes représentent 23 % du nouveau Gouvernement. C'est important pour l'avenir.

Il est maintenant possible de s'attaquer à nouveau au processus continu de paix et d'édification de l'État en Somalie. Je voudrais souligner brièvement trois aspects qui, selon moi, doivent être résolus afin de maintenir une voie positive, avec le soutien continu de la communauté internationale et du Conseil.

Tout d'abord, avec la conclusion du processus de création des États membres de la fédération, il faut maintenant se concentrer sur la clarification des arrangements entre le Gouvernement central et les États fédéraux. Pour que cela soit fructueux, les relations constructives déjà établies doivent être renforcées plus avant. La mise en place de la gouvernance locale et la fourniture de services sociaux de base à tous les Somaliens doivent être des priorités. En outre, le processus de révision constitutionnelle doit reprendre dès que possible, dans le cadre du règlement des questions politiques en suspens, afin d'être mené à bien avant 2020. Deuxièmement, les préparatifs des élections de 2020 doivent débuter le plus tôt possible et une feuille de route claire suivant le principe « une personne, une voix » doit être élaborée, en intégrant les enseignements tirés du processus électoral récemment conclu, comme cela a déjà été dit.

Une des priorités consiste à veiller à ce que les Somaliens ordinaires bénéficient de nos efforts collectifs en faveur de la consolidation de la paix et du développement. Pour que ces efforts soient couronnés de succès, l'amélioration de la sécurité en Somalie demeure un élément crucial. Je salue les efforts déjà déployés par le Gouvernement somalien et ses partenaires à cet égard. Il convient en particulier de féliciter la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) pour son travail essentiel. Il est indispensable que nous veillions à ce qu'elle bénéficie de l'appui voulu, y compris un financement plus prévisible et plus durable. Sur ce point, je me félicite des plans de l'Union africaine visant à accroître ses capacités d'autofinancement, notamment dans le domaine de la paix et de la sécurité. Parallèlement, il est important de poursuivre les discussions au sujet de la possibilité de bénéficier des contributions de l'ONU mises en recouvrement.

Nous devons également veiller à ce que le retrait de l'AMISOM s'accompagne d'un renforcement correspondant des forces de sécurité somaliennes et d'une prise de responsabilités accrue par ces dernières.

Il faudra pour cela un fort leadership des Nations Unies en Somalie, un appui bien coordonné et une approche globale de la sécurité, à l'image de celle adoptée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie. La conférence de haut niveau qui se tiendra à Londres en mai nous permettra, espérons-le, de définir une voie claire pour une réforme durable du secteur de la sécurité.

Enfin, je voudrais exprimer ma vive inquiétude face à la grave situation causée par la sécheresse en Somalie et dans la région. Il est consternant qu'en 2017 des personnes meurent encore de faim dans le monde. La communauté internationale, y compris la Suède, se mobilise et il semble y avoir une ferme volonté commune d'éviter une répétition de la famine catastrophique qui s'était produite il y a seulement six ans. Cependant, le pic de la sécheresse n'a probablement pas encore été atteint, et il est crucial que nous continuions d'accroître à la fois le financement et la livraison d'aide. La forte impulsion imprimée par le nouveau Gouvernement afin de régler cette question va contribuer à notre effort conjoint. En outre, les problèmes régionaux liés à la sécheresse, exacerbés par les flux de réfugiés et les conflits en cours, doivent également être abordés. J'invite les pays voisins de la Somalie et les États de la région à renforcer davantage la coopération transfrontalière et régionale afin de relever ces défis complexes et interconnectés de manière globale.

En conclusion, le maintien d'une trajectoire positive va nécessiter un travail acharné de la part du Gouvernement somalien, et nous souhaitons au Président somalien plein succès à cet égard. Cela va également nécessiter un appui dédié et à long terme de la part de la communauté internationale. La Suède reste déterminée à poursuivre son partenariat solide avec la Somalie afin de garantir une paix et un développement durables pour tous les Somaliens.

Mme Zemene (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous sommes totalement sous le choc de l'attentat terroriste survenu à Londres hier près du Palais de Westminster, et nous tenons à présenter nos condoléances aux familles des victimes. Comme d'autres, nous condamnons dans les termes les plus forts cette attaque odieuse et exprimons notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement britanniques.

En ce qui concerne la question à l'ordre du jour du Conseil aujourd'hui, nous tenons à remercier la présidence britannique du Conseil d'avoir organisé cette séance d'information sur la Somalie. Il nous plaît de vous voir, Monsieur le Ministre des affaires étrangères, présider cette séance quelques jours seulement après votre importante visite dans notre région, y compris en Somalie. Nous sommes également très heureux d'avoir pu entendre S. E. le Président Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo. Nous le remercions pour ses remarques importantes qui soulignent la vision de son gouvernement pour une Somalie pacifique et stable. En outre, nous remercions M. Michael Keating et l'Ambassadeur Francisco Madeira de leurs exposés respectifs.

Il y a deux semaines, le Secrétaire général António Guterres a effectué sa première visite sur le terrain pour témoigner sa solidarité avec le peuple somalien, qui est confronté à une terrible crise humanitaire. Son appel à la communauté internationale pour le renforcement de l'assistance à la Somalie a été tout à fait déterminant et très apprécié. C'est dans ce même esprit que le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki, s'est rendu à Mogadiscio le week-end dernier, faisant ainsi de la Somalie le premier pays dans lequel s'est rendu le nouveau chef de la Commission de l'Union africaine. Il s'agit d'un geste symbolique tout à fait remarquable.

Il est en effet urgent d'agir si on veut éviter une catastrophe humanitaire en Somalie. Nous félicitons le Président Farmajo pour l'esprit d'initiative dont il a fait preuve immédiatement après sa prise de fonctions en organisant, à Mogadiscio, une conférence de haut niveau pour mobiliser l'assistance en faveur de l'action humanitaire. La grave sécheresse en cours menace la vie de millions de personnes en Somalie et dans la région. C'est dans ce contexte que nous souhaitons réitérer l'appel lancé par le Conseil des ministres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui s'est réuni la semaine dernière à Addis-Abeba, en faveur d'un soutien accru de la communauté internationale pour compléter les efforts déployés aux niveaux national et régional. Pour notre part, nous soutenons l'action des Nations Unies pour lutter contre la sécheresse en permettant à l'UNICEF de s'approvisionner sur nos marchés locaux et en proposant des couloirs d'accès facilité pour l'acheminement des fournitures humanitaires en Somalie.

La Somalie est confrontée à cette crise humanitaire alors qu'elle vient d'enregistrer des progrès importants sur les plans politique et sécuritaire. C'est pourquoi nous devons faire tout notre possible pour ne pas laisser la sécheresse remettre en cause ces avancées. C'est aussi pourquoi nous devons agir rapidement et sans

attendre. La meilleure indication des progrès accomplis en Somalie ce sont les récentes élections, qui, de l'avis de tous et compte tenu des problèmes de sécurité auxquels le pays est confronté, ont vu la plus forte participation, tant du point de vue des candidats que des électeurs, que le pays ait connue depuis très longtemps. Il s'agit véritablement d'un grand accomplissement pour la Somalie et ses institutions naissantes. La communauté internationale, qui a tant investi pour soutenir la paix et la stabilité en Somalie, peut elle aussi se réjouir de ce succès.

Il convient de souligner que le pays a également beaucoup progressé s'agissant de rétablir la paix et la stabilité dans une grande partie de son territoire. Sans aucun doute, la Somalie continue d'être confrontée à des défis redoutables dans le domaine de la sécurité, mais cela ne doit en aucun cas faire oublier les progrès tangibles qui ont été accomplis. Certes, les Chabab ne peuvent pas encore être considérés comme une simple nuisance et la série d'attaques menée par ce groupe terroriste récemment à Mogadiscio et dans d'autres parties de la Somalie montre clairement qu'il demeure capable d'infliger de grands dommages en termes de pertes de vies humaines et de destruction de biens. Mais une chose est sûre, les Chabab ont été considérablement affaiblis et ils ne contrôlent plus de grands pans du territoire somalien.

Nous nous félicitons de l'engagement ferme du Président Farmajo à faire échec aux Chabab en travaillant en étroite collaboration avec la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Pourvu qu'il y ait un appui international adéquat, l'élimination totale des Chabab n'est plus une éventualité éloignée. L'AMISOM célèbre le dixième anniversaire de sa présence en Somalie cette année et sa contribution à la mise en place des fondements d'une paix et d'une sécurité accrues dans le pays a été remarquable. Toutefois, l'AMISOM n'a jamais été conçue pour être plus qu'une solution palliative. Sa mission est de fournir à la Somalie un appui à la sécurité à court terme en attendant que les forces de sécurité du pays soient totalement en mesure d'en assumer la pleine responsabilité. Cela doit maintenant intervenir dans un avenir pas trop lointain, et plus que jamais l'effort pour atteindre cet objectif doit être pris au sérieux.

Dans l'intervalle et en parallèle, il faut que l'ONU et la communauté internationale trouvent des moyens de s'assurer que le soutien fourni à l'AMISOM est fiable et prévisible afin qu'elle puisse terminer le travail et préparer le terrain à la réduction et au retrait progressifs de ses effectifs. Nous espérons vivement que le Secrétaire général formulera des propositions concrètes à cet égard. Comme cela a déjà été indiqué, il va sans dire qu'un règlement durable à long terme de cette question passe par le renforcement des capacités de l'Armée nationale somalienne, et il reste beaucoup à faire dans ce domaine, notamment pour coordonner les efforts internationaux dans le contexte d'une prise en main intégrale par le pays.

En dépit de sa récente trajectoire positive, il ne fait aucun doute que la Somalie reste confrontée à des difficultés et des défis considérables. Le pays, qui est en train de mettre en place ses institutions et ses structures administratives régionales et locales, doit plus ou moins partir de zéro. La dernière élection nous a montré que ce à quoi nous assistons aujourd'hui en Somalie est plus qu'une simple lumière au bout du tunnel. L'avenir du pays suscite de l'espoir. C'est donc maintenant qu'il faut intensifier l'appui accordé aux efforts somaliens de reconstruction et de développement d'après conflit. C'est la raison pour laquelle les promesses qui ont été faites aux conférences d'Istanbul et de Bruxelles sur la Somalie doivent être honorées.

Enfin, nous nous félicitons, Monsieur le Président, que vous ayez annoncé, aux côtés du Président de la Somalie, M. Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, l'organisation d'une conférence sur la Somalie à Londres en mai. Nous attendons avec intérêt de participer à cette conférence qui, nous l'espérons, contribuera à étayer la stabilité et la reconstruction de la Somalie sur le long terme. Dans la région, nous continuerons d'aider ce pays frère à surmonter ses nombreuses difficultés. Dans ce contexte, un sommet extraordinaire de l'IGAD aura lieu samedi à Nairobi, pour tenter de régler, de façon viable et durable, le sort des réfugiés somaliens.

Je voudrais pour terminer exprimer l'espoir que les efforts déployés par la région seront complétés par un appui de la communauté internationale, y compris des Nations Unies.

M. Prystaiko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je voudrais pour commencer exprimer les très sincères condoléances de l'Ukraine aux familles des victimes de l'attentat terroriste perpétré hier. Nos prières vont à tous les Londoniens. Nous croyons qu'il nous faut rester tous unis, et faire toute la lumière sur cet attentat et sur ceux qui en sont responsables.

Je vous remercie également, Monsieur le Président, de présider personnellement l'importante

séance de ce jour. Nous remercions le Royaume-Uni de son leadership au sein du Conseil sur la question somalienne, notamment lorsqu'il a dirigé la mission du Conseil sur le terrain, à Mogadiscio, en mai 2016. Par ailleurs, nous savons gré aux intervenants de leurs exposés très éclairants, et je tiens à exprimer notre plein appui au Président somalien et à sa volonté d'instaurer une paix et une prospérité durables dans le pays.

Comme d'autres, nous sommes encouragés par les progrès notables accomplis depuis 2012 en Somalie sur les fronts de la politique et de la sécurité. Les avancées les plus importantes ont été enregistrées dans le domaine électoral. Bien que ce véritable marathon électoral ait été émaillé de nombreux obstacles, la dernière ligne droite nous a toutefois permis d'assister au processus électoral le plus pacifique et le plus ouvert que la Somalie ait connu depuis plusieurs décennies. C'est là la marque d'un franc succès. Il est réellement remarquable que la représentation des femmes dans la vie politique ait augmenté de 70 % par rapport aux élections précédentes. Je suis convaincu que cela aura une incidence positive non seulement sur la poursuite de l'autonomisation politique des femmes, mais également sur la réussite globale des efforts de consolidation de la paix en Somalie.

Nous avons conscience que des élections ne peuvent pas suffire pour mettre fin à l'instabilité dans le pays. Elles marquent toutefois un jalon historique sur la voie de la paix et de la réconciliation pour la nation, un jalon franchi malgré un contexte de défis constants posés à la sécurité, en particulier des menaces terroristes. L'expérience électorale positive devrait faciliter les préparatifs de la prochaine étape – l'instauration du suffrage universel en Somalie. La poursuite de l'aide internationale, en particulier par le biais des efforts louables de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, de l'Union européenne, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la coopération islamique, ainsi que de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), reste fondamentale.

Comme le veut l'aphorisme du célèbre écrivain anglais du XVIIIe siècle, Samuel Johnson, « l'avenir est acheté par le présent. » Dans cet esprit, je voudrais mettre l'accent sur trois problèmes particuliers auxquels la Somalie est aujourd'hui confrontée.

Premièrement, la situation humanitaire catastrophique continue malheureusement chaque jour de se dégrader. Selon les données récentes du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'UNICEF, la malnutrition et les maladies liées à la sécheresse sont en augmentation, et le choléra s'est étendu à 11 des 18 régions du pays. Le nombre de personnes déplacées à cause de la sécheresse et du conflit continue de croître. La moitié de la population a besoin d'une aide alimentaire et humanitaire. Environ 1,4 million d'enfants courent un risque imminent de mourir de malnutrition sévère, d'autant que la famine menace la Somalie et les pays voisins. Ces chiffres sont plus que des statistiques abstraites. Ils représentent des vies humaines, notamment de femmes et d'enfants, qui doivent être sauvées. Le Conseil doit agir avec détermination et dans l'unité. Nous devons prendre conscience du fait que, dans de telles conditions, le temps ne joue pas en notre faveur. Dans ce contexte, nous saluons les efforts du Secrétaire général et nous appuyons pleinement son implication personnelle pour empêcher que ne se répète la situation que nous avions connue en 2011 en Somalie, lorsque des centaines de milliers de personnes avaient péri.

L'heure est à l'action commune et à un soutien et une assistance unifiés au Gouvernement et au peuple somaliens. Il serait absolument inacceptable que l'ONU ou la communauté internationale dans son ensemble laissent la famine dévaster une nouvelle fois le pays. Nous nous félicitons de toutes les initiatives internationales qui visent à prévenir un tel scénario. Dans ce contexte, nous rendons hommage au Royaume-Uni pour le rôle qu'il joue dans ces efforts, et pour ses efforts visant à trouver de nouveaux moyens et plateformes pour aider la Somalie, notamment avec la conférence de Londres sur la Somalie, prévue en mai.

Deuxièmement, s'agissant de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, et même si la situation en matière de sécurité continue de s'améliorer, nous sommes conscients que les Chabab continuent de faire peser une menace. Nous condamnons avec force les activités terroristes de ce mouvement, en particulier les attaques et les violences contre des civils, le recrutement et l'utilisation d'enfants, et les enlèvements et les attaques qui visent les travailleurs humanitaires. Nous rendons hommage à l'AMISOM, ainsi qu'aux forces de sécurité somaliennes, pour les efforts qu'elles déploient contre cette menace. Dans le contexte du futur retrait de l'AMISOM, nous encourageons le Gouvernement somalien à accélérer sa réforme du secteur de la sécurité, en étroite coopération avec les Nations Unies sur place et les partenaires internationaux. Nous devons,

à titre de priorité absolue, faire en sorte que les forces locales soient prêtes à endosser progressivement les responsabilités que l'AMISOM assume en matière de sécurité, notamment s'agissant de la protection des civils. Nous ne savons que trop bien, de par notre propre expérience nationale, que seules des forces nationales bien entraînées et bien équipées sont réellement en mesure de garantir une paix et une stabilité durables face à la menace que fait peser le terrorisme.

Troisièmement, sur le plan politique, outre la nécessité d'instaurer le suffrage universel, que j'ai déjà mentionnée, il ne fait aucun doute que procéder à la révision de la Constitution et parvenir à de nouveaux accords sur le système administratif fédéral du pays sont des tâches clefs auxquelles le nouveau Gouvernement doit s'atteler. La transparence et l'ouverture jouent un rôle décisif pour déterminer le succès futur du Gouvernement à cet égard et la façon dont il sera jugé par la communauté internationale et – c'est le plus important – par le peuple somalien.

Enfin, je voudrais brièvement aborder un autre facteur qui ne doit pas être négligé si nous voulons offrir à la Somalie un accompagnement complet sur la voie d'une paix durable. La semaine dernière, on a signalé le premier détournement d'un navire commercial par des pirates depuis 2012. Nous espérons que cet incident ne présage pas d'un retour de la piraterie aux niveaux des menaces observées dans le golfe d'Aden il y a plusieurs années. La prévention et la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer doivent continuer de figurer parmi les autres questions prioritaires du Gouvernement somalien et de la communauté internationale.

L'Ukraine entend être solidaire de la Somalie tandis qu'elle s'attaque à cette difficulté et aux autres, tout en profitant de possibilités nouvelles et historiques.

M. Baba Cissé (Sénégal) : Je voudrais avant tout, au nom du Sénégal, condamner fermement l'attentat survenu hier à Londres, et vous présenter, Monsieur le Président, les sincères condoléances du Gouvernement sénégalais – à vous, au Gouvernement britannique, ainsi qu'aux familles des victimes.

Je voudrais également remercier le Président Farmajo pour son importante déclaration ainsi que M. Michael Keating, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, et M. Francisco Caetano José Madeira, Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie, pour leurs exposés.

La délégation sénégalaise voudrait ensuite remercier la présidence britannique d'avoir pris l'initiative d'organiser le présent débat sur la Somalie, pays où le dernier scrutin présidentiel s'est conclu de manière satisfaisante en février dernier avec l'élection, comme nouveau Président fédéral, de S. E. M. Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, que nous avons remercié, comme je l'ai dit tantôt. Cette élection, combinée avec l'adoption d'une nouvelle Constitution et d'un code électoral transparent, démocratique et inclusif, constitue sans nul doute une grande avancée. Le Gouvernement sénégalais, par ma voix, réitère, ses chaleureuses félicitations au Gouvernement fédéral de la Somalie pour le déroulement satisfaisant de ce processus politique, et nous encourageons l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux à continuer d'appuyer ce processus de façon coordonnée et cohérente afin de consolider les progrès réalisés dans ce pays.

Notre débat de ce jour arrive assurément à point nommé, eu égard à l'actualité qui nous rappelle l'acuité des autres défis auxquels la Somalie doit faire face, et dont le dernier à s'être manifesté est la grave sécheresse qui, selon les agences humanitaires, menace de famine quelque 3 millions de personnes. Ce risque s'avère d'autant plus préoccupant que le pays est encore largement exposé au péril terroriste. En effet, le groupe des Chabab, par sa présence et ses actions néfastes, reste une menace en ce qu'il continue d'occuper des parties du territoire et de perpétrer des attaques asymétriques, ce qui rend encore beaucoup plus complexe la situation sécuritaire du pays.

C'est le lieu de rendre hommage à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) ainsi qu'aux forces de défense et de sécurité somaliennes pour le travail remarquable qu'elles ne cessent d'accomplir, en rapport avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, dans des conditions difficiles, il faut le dire, et souvent dangereuses pour accompagner et soutenir ce pays frère et ami du Sénégal dans l'édification d'un État de droit.

Toutefois, en dépit de l'avancée appréciable que constitue l'organisation réussie de l'élection présidentielle et des progrès enregistrés dans la lutte antiterroriste, le défi sécuritaire et humanitaire reste préoccupant en Somalie, en raison des capacités résiduelles du groupe des Chabab, mais également de

l’implantation grandissante de l’État islamique dans la région.

En effet, à l’aggravation de la violence contre les civils attribuée aux Chabab, s’ajoutent l’utilisation d’enfants dans les affrontements, les attaques contre le personnel humanitaire, les détournements de l’aide et les entraves à son acheminement – autant de pratiques répréhensibles que nous condamnons tous fermement, quels qu’en soient les auteurs.

Pour mieux faire face à ces défis, la délégation sénégalaise estime nécessaire, voire urgent, une réforme substantielle du secteur de la sécurité. De plus, nous encourageons les États Membres à prêter leur concours à l’AMISOM en apportant, d’une part, l’assistance nécessaire à l’Union africaine et aux pays fournisseurs de contingents, à travers un appui financier pour le paiement de la solde des troupes, la formation, l’assistance technique et la fourniture de munitions, conformément à la dérogation à l’embargo sur les armes imposé à la Somalie et, d’autre part, à verser des contributions financières non liées au Fonds d’affectation spéciale des Nations Unies à l’appui de l’AMISOM.

Confiants dans l’efficience des processus régionaux, nous restons également convaincus que la pleine coopération des États de la région, et notamment de États de l’Autorité intergouvernementale pour le développement, à travers les cadres et mécanismes régionaux établis à cet effet, peut permettre une réponse coordonnée, et donc durable, au problème des Chabab ainsi qu’aux problèmes posés par les autres groupes terroristes qui minent la région.

S’agissant de la situation humanitaire, et selon les statistiques qui ont ici été indiquées par de nombreux orateurs, y compris le Président somalien lui-même, quelque 6,2 millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire et de protection, et parmi elles, 2,9 millions sont menacées directement de famine. Nous lançons donc un vibrant appel à la solidarité internationale pour aider la Somalie à faire face à cette situation alarmante.

La lutte contre la corruption qui sévit dans beaucoup de secteurs d’activité, ainsi que l’amélioration de la situation des droits de l’homme en Somalie, notamment la protection des droits des femmes et des enfants, doivent aussi continuer de bénéficier de toute l’attention des autorités somaliennes nouvellement élues. C’est ainsi que le Sénégal, par ma voix, voudrait rappeler que nous condamnons toutes les violations du droit international des droits de l’homme et du droit international humanitaire, quels qu’en soient les auteurs.

Pour conclure, nous voudrions inviter la communauté internationale à continuer de soutenir le Gouvernement fédéral somalien dans tous ses efforts tendant à faire avancer le processus politique, à éradiquer la menace des Chabab et à améliorer la situation humanitaire, ainsi qu’à promouvoir la consolidation de la paix et du développement durable.

M. Amendola (Italie) (*parle en anglais*) : Avant toute chose, comme le Premier Ministre Gentiloni l’a exprimé à la Première Ministre britannique, Mme May, je voudrais réitérer nos sincères condoléances au peuple et au Gouvernement britanniques suite à l’attaque terroriste d’hier. Nous réaffirmons notre détermination à rester unis dans notre lutte contre le terrorisme.

Je voudrais tout d’abord saluer le Président Farmajo et lui exprimer les félicitations de l’Italie pour son élection et pour la nomination rapide du Premier Ministre et du nouveau Gouvernement, ainsi que pour la forte représentation des femmes dans le nouveau Gouvernement. Nous l’assurons de notre ferme détermination à aider les nouveaux dirigeants somaliens dans leurs efforts visant à stabiliser le pays. Nous sommes convaincus que la maîtrise de la situation par les Somaliens est essentielle pour ce processus.

Nous avons cru en ce principe; nous avons réaffirmé cette position durant les dernières élections, et nous continuerons de le faire en renforçant nos relations et en consolidant encore davantage notre contribution à l’édification d’une Somalie stable et prospère, comme le Président l’a invoqué au cours du débat.

L’appropriation par les Somaliens m’amène au premier point : le cadre institutionnel et l’architecture de sécurité. Nous concourons activement – de concert avec la Somalie, l’ONU, l’Union africaine, l’Autorité intergouvernementale pour le développement, l’Union européenne et d’autres partenaires pertinents – à l’autonomisation des institutions somaliennes. À cette fin, les autorités nationales et régionales somaliennes doivent y contribuer en œuvrant de concert pour consolider une Somalie fédérale unie.

S’agissant de la sécurité, la stratégie de sortie de la Mission de l’Union africaine en Somalie (AMISOM) doit prévoir un retrait progressif pour permettre aux forces de sécurité somaliennes de faire leur entrée. En plus d’aider les Somaliens à prendre en mains le secteur de la sécurité au moyen de la formation bilatérale de la

police somalienne, et de mener la mission de formation de l'Union européenne en Somalie avec plus de la moitié de ses troupes sous nos ordres, nous continuons d'encourager les efforts que font l'ONU et l'Union africaine, comme cela a déjà été indiqué, pour préparer le terrain en vue de la transition de l'AMISOM.

J'en viens maintenant à la stabilisation du pays. La présence aujourd'hui parmi nous du Président Farmajo et du Ministre Omar est la meilleure preuve de ce qui a été réalisé au cours de l'année écoulée. Le Représentant spécial du Secrétaire général a parlé de « tragédie » et d'« espoir », mais la Somalie pourrait être – et est – une réussite. Après l'instabilité et les troubles, elle se dirige enfin vers la paix. Mais nous ne devons pas oublier les défis multiformes posés par les terroristes. La sécurité n'est pas la seule préoccupation. La capacité résiduelle des Chabab et l'apparition de Daech constituent toujours une menace qui affecte les Somaliens dans leur vie de tous les jours. Les Nations Unies et tous les partenaires de la Somalie peuvent faire davantage pour remédier aux causes profondes de la radicalisation, à savoir la pauvreté, le manque d'éducation et l'absence de possibilités d'emploi.

Nous espérons que l'examen en cours de la présence des Nations Unies dans le pays évaluera avec soin cette question. Nous demandons aux institutions financières internationales de faire leur part et, conjointement avec la communauté des donateurs, d'aider le Gouvernement somalien à améliorer le climat des affaires.

Enfin, en ce qui concerne la crise humanitaire, nous sommes extrêmement préoccupés, à l'instar d'autres orateurs avant nous, par les graves répercussions de la sécheresse et le risque de famine. C'est une situation qui appelle une action immédiate, comme l'a souligné le Secrétaire général à la suite de sa récente visite en Somalie. Nous sommes encouragés par les résultats de la table ronde de haut niveau organisée par le Président Farmajo à Mogadiscio, le 28 février, et par la rapidité avec laquelle il a pris des mesures pour faciliter l'acheminement d'une aide humanitaire qui fait cruellement défaut. Nous attendons avec intérêt les résultats de la prochaine conférence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement sur les réfugiés somaliens, qui se tiendra le samedi 25 mars.

Il me plaît d'informer le Conseil qu'il y a quelques jours, notre Ministre des affaires étrangères, M. Alfano, a personnellement informé le Secrétaire général António Guterres d'une nouvelle contribution de l'Italie en matière d'aide humanitaire, en réponse à l'appel lancé par le Conseil en amont de la conférence de Londres. Cela permettra d'aider directement le peuple et le Gouvernement somaliens à faire face à cette situation humanitaire critique.

Je voudrais terminer en exprimant notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement somaliens à la suite du décès de 40 réfugiés somaliens sur un bateau au large des côtes yéménites. Nos pensées et nos prières vont aux familles des victimes. Nous suivons le sort des réfugiés somaliens avec une grande préoccupation. Comme cette dernière tragédie nous l'a tristement rappelé, l'insécurité et les problèmes humanitaires sont interdépendants. Il est impératif que nous trouvions une solution commune pour nous attaquer aux causes profondes qui sont à l'origine du phénomène des migrations en Somalie et ailleurs.

M. Ali (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Le Kazakhstan vous souhaite la bienvenue, Monsieur le Président, et se joint aux autres membres du Conseil pour condamner l'attentat terroriste perpétré hier devant le Parlement à Londres. Nous présentons toutes nos condoléances aux familles des victimes et souhaitons aux blessés un prompt rétablissement.

Nous félicitons le Président Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo de son élection à la tête de l'État et espérons que sous sa direction avisée, le peuple somalien pourra obtenir des résultats tangibles dans le rétablissement du pays. Nous remercions vivement le Président de la République fédérale de Somalie, le Représentant spécial Michael Keating et le Représentant spécial pour la Somalie du Président de la Commission de l'Union africaine, M. Madeira, de leurs exposés complets qui nous ont interpelés. Nous applaudissons par ailleurs la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) et la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) pour leur détermination à instaurer la paix et la sécurité dans le pays.

Le Kazakhstan se félicite des importants progrès politiques et électoraux qui ont été réalisés en Somalie, ainsi que de l'amélioration des conditions de sécurité. La formation d'un nouveau gouvernement représente une étape pratique importante pour relever les défis auxquels le pays est confronté. Des mesures préliminaires visant à établir des institutions étatiques stables et à assurer la coordination interministérielle doivent être prises le plus rapidement possible afin de promulguer des lois et d'élaborer des stratégies nationales. Cela permettra de jeter les bases de l'état de droit, de la bonne gouvernance

et de la réforme du secteur de la sécurité. Il est par ailleurs indispensable de trouver les ressources nécessaires pour assurer le paiement régulier des salaires de l'armée avec l'aide du système des Nations Unies et celle des organisations et institutions financières régionales et internationales. Nous attendons avec intérêt la prochaine conférence de Londres sur la Somalie, qui permettra de préparer une feuille de route pour la structure fédérale en matière de sécurité qu'il faudra mettre en place en vue de consolider les efforts en cours.

La communauté internationale doit aider la Somalie à atteindre l'objectif politique d'élections universelles organisées selon le principe d'une personne, une voix en 2020. À cette fin, des orientations techniques de l'ONU, du Département des affaires politiques, de la MANUSOM et de l'Union interparlementaire seront nécessaires pour mettre en place des structures électorales aux plans régional et local. L'élan historique vers l'instauration d'une démocratie inclusive, qu'illustre l'augmentation du nombre de femmes dans les chambres haute et basse du Parlement, doit se poursuivre. Le succès des élections dans tout le pays n'aurait pas été possible sans les efforts héroïques de la MANUSOM, de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et surtout de l'AMISOM, qui a lutté avec courage contre les actes destructeurs des Chabab. C'est pourquoi la formation et l'appui financier et technique dont l'AMISOM a besoin pour l'emporter dans les conflits asymétriques auxquels elle fait face doivent être intensifiés. Le Kazakhstan est très préoccupé par les récentes attaques des Chabab et préconise un renforcement de la collaboration entre le Gouvernement, l'AMISOM, la MANUSOM, le système des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux.

En sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée, le Kazakhstan s'efforce de promouvoir la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique. Nous soulignons qu'il importe de mobiliser des ressources financières suffisantes pour la mise en œuvre du premier Plan national de développement de la Somalie. Il est évident que l'ONU, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les institutions financières régionales doivent appuyer la détermination du Gouvernement à s'engager sur la voie du développement durable. Ces objectifs peuvent être atteints, notamment en mettant en œuvre des mesures macroéconomiques, telles que la création d'emplois pour les jeunes et la mise en place des capacités requises pour établir et maintenir les nouvelles institutions publiques stables auxquelles le pays aspire. Ce n'est qu'avec ces approches nationales, associées à une stratégie régionale globale et intégrée qui aborde les questions de sécurité et de développement, que l'on pourra assurer une paix et une stabilité durables dans le pays et dans l'ensemble de la sous-région.

Comme d'autres, nous sommes préoccupés par la situation humanitaire causée par la sécheresse qui sévit actuellement en Somalie. Notre incapacité à fournir une assistance compromettra la poursuite d'initiatives clefs en matière de consolidation de la paix et d'édification de l'État. Si nous nous félicitons des efforts déployés par plusieurs pays pour accueillir les réfugiés somaliens, seule une action concertée majeure de la part de la communauté internationale permettra d'atténuer le problème massif des réfugiés dont nous sommes témoins aujourd'hui. Les tensions et les conflits armés ont conduit à des pertes en vies humaines, à la violence et à des violations des droits de l'homme, en particulier parmi les enfants, les femmes et d'autres groupes vulnérables. Ces actes de violence appellent à une plus grande mobilisation des services de protection et à la mise en œuvre de mesures de désarmement, de démobilisation et de réinsertion par des experts bien formés affectés à la MANUSOM. Les efforts de lutte contre le terrorisme en Somalie doivent tenir compte des droits, des besoins spécifiques et de la protection des pans de la population civile qui sont touchés par le conflit armé.

En dépit de cette situation, le Kazakhstan reste optimiste quant à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Somalie. Nous exprimons notre plein appui au Président nouvellement élu et au nouveau Gouvernement dans la mise en œuvre de leur vision pour la Somalie.

M. Liu Jieyi (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine condamne fermement l'attentat terroriste qui a eu lieu hier à Londres et exprime ses condoléances aux familles endeuillées des victimes innocentes et notre sympathie aux blessés. Le terrorisme est l'ennemi commun de la communauté internationale. La Chine est résolument opposée à toutes les formes de terrorisme et est prête à renforcer sa coopération avec la communauté internationale dans le cadre de notre réponse commune aux menaces et aux défis terroristes afin de maintenir la paix et la sécurité mondiales.

La Chine se félicite de la présence parmi nous de M. Boris Johnson, Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, qui préside la séance d'aujourd'hui. Nous

saluons également le Président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, qui se joint à nous par visioconférence, ainsi que M. Omar, Ministre des affaires étrangères de la Somalie, qui participe à la séance d'aujourd'hui. La Chine a écouté avec attention les déclarations faites par le Président Farmajo, M. Keating, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, et M. Madeira, Représentant spécial pour la Somalie du Président de la Commission de l'Union africaine.

La Somalie entre dans une phase cruciale de sa reconstruction nationale. La Chine félicite le Président Farmajo de son élection et salue la nomination d'Hassan Ali Khayre en tant que Premier Ministre. Nous louons également son engagement à faire avancer le processus politique de stabilisation du pays et à poursuivre la reconstruction économique. Nous sommes convaincus que le Gouvernement et le peuple somaliens continuerons d'enregistrer des progrès dans la reconstruction de leur pays.

Les conditions humanitaires et de sécurité en Somalie restent précaires du fait du terrorisme galopant et de la famine qui a frappé récemment. La Somalie a un long chemin à parcourir dans sa quête de paix et de stabilité. C'est pourquoi elle a besoin d'une assistance et d'un appui résolus de la part de la communauté internationale. La Chine se félicite de l'adoption unanime ce matin de la résolution 2346 (2017) sur le renouvellement du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, qui lui permettra d'évaluer la situation postélectorale en Somalie et de fournir un appui ciblé adapté aux besoins du Gouvernement somalien, afin qu'il soit en mesure d'accomplir des progrès dans le cadre des processus de paix et de reconstruction nationale. Ce mois-ci, le Secrétaire général Guterres,et le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Faki, se sont tous les deux rendus en Somalie, ce qui témoigne de la solidarité de l'Union africaine et de l'ONU avec la Somalie, qui s'efforce de se reconstruire dans ce nouveau contexte. La Chine salue ces efforts.

Cette année marque le dixième anniversaire du déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Au cours de la décennie écoulée, l'AMISOM et les pays de la région ont aidé le Gouvernement somalien à lutter activement contre le terrorisme. L'ONU a fourni un appui logistique robuste à l'AMISOM et a coordonné avec diligence l'aide internationale destinée à la Somalie. Grâce à ces efforts, la situation en Somalie s'est progressivement améliorée. C'est également une illustration de l'évolution positive vers la stabilité et le développement sur tout le continent africain, qui est le fruit d'un engagement en faveur de l'unité, de l'autonomie, de la paix et du développement.

Aujourd'hui, certaines parties de l'Afrique restent confrontées à des problèmes redoutables qui se caractérisent par des conflits locaux persistants, l'insuffisance des capacités de développement et une situation humanitaire précaire. L'ONU coopère efficacement avec l'Union africaine (UA) et les autres pays de la région en ce qui concerne la Somalie, fournissant des points de référence utiles au Conseil de sécurité pour lutter contre les autres foyers de tension en Afrique. La Chine appuie les efforts que déploie l'Afrique pour régler les problèmes africains par des moyens africains et le rôle directeur que jouent l'UA et les autres organisations régionales et sous-régionales dans la recherche de solutions politiques aux problèmes sensibles africains, le renforcement de la coordination entre les diverses parties et la création de synergies. Toutes les parties doivent définir leurs priorités, inciter les parties belligérantes à régler leurs différends par le dialogue et la concertation, identifier la nature et les causes profondes d'un problème donné, renforcer la confiance mutuelle, faciliter la réconciliation et rechercher des solutions durables.

La communauté internationale doit concevoir une vision de sécurité commune, globale, coopérative et durable, appuyer le renforcement des capacités de la Force africaine en attente et de la force de réaction rapide de l'Union africaine, et renforcer d'une manière générale la capacité de l'Afrique à assurer sa sécurité collective. Il importe d'adopter une approche globale en matière de paix et de développement, de mettre l'accent sur la prévention des conflits, de définir des objectifs clairs en matière de maintien et de consolidation de la paix, et de renforcer les capacités de développement de l'Afrique afin de promouvoir la stabilité et le développement en Afrique.

Le Gouvernement chinois attache une grande importance à sa coopération avec l'Afrique. Durant le Sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération sino-africaine, qui s'est déroulé en décembre 2015, le Président de la Chine, Xi Jinping, et les dirigeants africains ont décidé de renforcer les relations sino-africaines en créant un partenariat global, stratégique et coopératif. Dix initiatives de coopération pour les trois prochaines années ont été lancées lors du Sommet. Elles sont axées sur l'industrialisation, la modernisation

de l'agriculture, les infrastructures, la finance, le développement vert, la facilitation des échanges commerciaux et des investissements, la réduction de la pauvreté, la santé publique, les échanges de particulier à particulier, et la paix et la sécurité. Ces résultats font l'objet d'une mise en œuvre prompte et globale.

À ce jour, près de 50 % de la contribution de 60 milliards de dollars annoncée par la Chine ont été versés ou sont en passe de l'être. La Chine continuera d'agir sur la base des principes énoncées par le Président Xi – sincérité, résultats pratiques, affinités et bonne foi – et de défendre les valeurs d'amitié, de justice et d'intérêt commun. Nous nous emploierons à faire avancer la mise en œuvre de ces initiatives et aiderons les pays africains à accélérer l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture. Nous continuerons de promouvoir activement la cause de la paix et de la sécurité en Afrique et de contribuer à la paix, à la stabilité et au développement sur le continent.

M. Bermúdez (Uruguay) (*parle en espagnol*) : L'Uruguay salue la présence du Ministre des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S. E. M. Boris Johnson, qui préside nos travaux aujourd'hui, et le remercie de l'organisation la présente séance d'information sur la situation en Somalie. Comme l'a fait hier notre gouvernement, je saisis cette occasion pour lui exprimer une fois de plus notre solidarité au lendemain de l'odieux attentat commis dans la ville de Londres.

Je salue également la participation par visioconférence du Président de la République fédérale de Somalie, S. E. M. Farmajo, et je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), M. Michael Keating, et le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), M. Francisco Caetano José Madeira, de leurs exposés détaillés.

L'Uruguay se félicite de la formation du nouveau Gouvernement fédéral de la Somalie le 8 février dernier suite à l'élection du nouveau Président. Au début de cette nouvelle phase, il est essentiel de déterminer de quelle manière le Conseil et la MANUSOM pourraient mieux aider la Somalie dans le domaine de l'édification de l'État, notamment en ce qui concerne la révision de la Constitution et la poursuite de l'édification de l'État fédéral. C'est pourquoi l'Uruguay a appuyé la prorogation du mandat de la MANUSOM ce matin, afin que le Conseil ait suffisamment de temps pour élaborer un mandat efficace qui bénéficie au peuple somalien.

C'est un moment décisif et historique sur la voie de la consolidation d'un État démocratique, ouvert, stable et doté des pleins pouvoirs. Les préparatifs des élections générales de 2020, sur la base du principe « une personne, une voix » ont également commencé. L'Uruguay reconnaît les efforts déployés pour que 30 % des sièges reviennent aux femmes, même si, en l'occurrence,, cet objectif n'a pas été atteint. Il en a résulté une transformation dans la représentation et la participation politique des femmes en Somalie, et sur la base de cet important précédent, il faudra redoubler d'efforts pour atteindre cet objectif en 2020.

L'Uruguay condamne énergiquement la menace constante que pose le groupe terroriste des Chabab, qui constitue la principale menace à la paix et à la sécurité en Somalie. La réforme du secteur de la sécurité est capitale, en particulier le développement rapide et efficace de l'Armée nationale somalienne, afin que les forces de sécurité gouvernementales, notamment la police, puissent assumer une responsabilité croissante dans le maintien de la paix et de la sécurité et la protection des civils somaliens.

L'Uruguay estime qu'il est urgent de faire face à l'aggravation de la crise humanitaire et de la famine en Somalie, car si ces problèmes ne sont pas réglés, cela pourrait porter gravement atteinte aux récentes avancées politiques. L'Uruguay tient particulièrement à mettre l'accent sur la nécessité de protéger la population civile, notamment les enfants, les femmes et les personnes âgées, et encourage le Gouvernement fédéral somalien à privilégier la médiation et la stabilité, en particulier dans les zones où l'accès aux fournitures et à l'aide humanitaire est vital.

L'Uruguay réaffirme que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et la communauté internationale doivent travailler de plus en plus étroitement et de manière coordonnée avec les administrations régionales et le Gouvernement fédéral pour donner la priorité au renforcement des capacités au niveau régional, étayer les administrations régionales et créer progressivement les conditions fondamentales pour la gouvernance, la sécurité et la prestation des services de base aux populations locales.

L'Uruguay exprime sa vive inquiétude face à l'augmentation documentée des violations des droits de l'homme. Sans préjudice des engagements importants pris ces dernières années par les autorités somaliennes pour protéger les enfants, la détention d'enfants pour des liens présumés avec les Chabab demeure préoccupante. L'Uruguay exhorte le Gouvernement somalien à traiter les enfants en victimes. Il demande en outre que ses principes directeurs soient l'intérêt supérieur de l'enfant et les normes internationales de protection.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à condamner fermement l'attentat terroriste dont la ville de Londres a été victime hier et je souhaite exprimer nos plus sincères condoléances au Gouvernement britannique et aux familles des victimes.

Je tiens à exprimer notre gratitude à la délégation britannique pour la tenue de cette séance très importante consacrée à l'examen de la situation telle qu'elle a évolué récemment en Somalie, pays frère. Nous remercions M. Keating et M. Madeira pour leurs exposés très instructifs. Je voudrais également féliciter M. Farmajo, le Président de la Somalie, qui a été élu le mois dernier. Enfin, je tiens à féliciter la Somalie d'avoir respecté le choix du peuple et d'avoir opéré une transition pacifique et démocratique du pouvoir.

Il va sans dire que l'élection de M. Farmajo, qui avait un large soutien populaire et a nommé un nouveau gouvernement, constitue une évolution positive qui, nous l'espérons, contribuera au processus politique en cours en Somalie et répondra aux aspirations des Somaliens en matière de renforcement des institutions publiques, d'élimination du terrorisme et de promotion du développement socio-économique. À cet égard, nous attendons avec intérêt le rapport élaboré par le Secrétariat conformément à la résolution 2275 (2016) concernant la future présence de l'Organisation des Nations Unies en Somalie.

Ma délégation voudrait réitérer combien il est important que le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie reflète pleinement l'évolution de la situation afin de fournir au Gouvernement somalien le soutien approprié pour relever les défis auxquels le pays est confronté, et ce en privilégiant la notion de paix durable, notamment dans les domaines de la réconciliation nationale, de la révision de la Constitution, du développement de forces armées somaliennes fortes et unifiées et de la mise en place d'institutions efficaces capables de fournir des services de base et d'assurer l'ordre public et la sécurité dans les zones libérées.

Le terrorisme représente toujours un grave danger qui menace les progrès accomplis récemment en Somalie. Ce danger ne se limite pas à la Somalie; il s'est propagée à d'autres États de la région et au-delà. Nous devons promouvoir les efforts régionaux et internationaux pour vaincre les Chabab et d'autres organisations terroristes. Dans ce contexte, je tiens à saluer les sacrifices consentis par l'AMISOM et les forces armées somaliennes. Il est primordial pour les parties prenantes somaliennes de s'entendre sur un plan visant à atteindre l'objectif de la construction d'une armée somalie unie, compte tenu de la réduction progressive et prévue de l'AMISOM à compter de 2018 avant son retrait prévu et le transfert complet des fonctions de protection et de sécurité à l'État somalien.

Nous exprimons notre solidarité avec le Gouvernement et le peuple somaliens face aux répercussions de la crise humanitaire causée par la sécheresse et la rareté des pluies. Ma délégation appelle à intensifier les efforts régionaux et internationaux pour fournir une assistance à ceux qui en ont besoin. Les conséquences de cette crise sont nombreuses et extrêmement dangereuses, que ce soit dans les domaines humanitaire, politique ou de sécurité, et peuvent entraîner une augmentation des migrations, des pressions sur les ressources naturelles et les conflits qui en découlent.

En outre, il est important d'intensifier les efforts visant à renforcer les capacités en Somalie dans le domaine des mécanismes d'alerte précoce et de prévention pour gérer ce type de crise – dont la Somalie a souffert à plusieurs reprises par le passé – afin de prévenir leur récurrence et leur sévérité à l'avenir.

Enfin, je voudrais renouveler nos félicitations au Président, au Gouvernement et au peuple somaliens pour le succès des élections, et réitérer le plein appui de l'Égypte à ce pays frère dans ses efforts pour construire un État stable, fort et prospère.

Mme Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Comme d'autres l'ont fait avant moi, je tiens à adresser mes sincères condoléances à nos chers amis au Royaume-Uni suite à l'attentat terroriste commis hier à Londres. Nous nous engageons à coopérer pleinement et à aider à répondre à cette attaque et à traduire les responsables en justice. Je remercie le Président du Conseil pour le leadership du Royaume-Uni sur la question de la Somalie. Je remercie également le Représentant spécial, M. Keating, et le Représentant spécial, M. Madeira pour leurs exposés.

Nous avons été honorés par la participation du Président Farmajo à la présente séance et nous sommes impatients de travailler en étroite collaboration avec lui et son cabinet. La tâche qui nous attend est difficile, les défis humanitaires et de sécurité formidables compliquent les tâches déjà redoutables du renforcement des institutions de l'État et de l'extension des services aux communautés de toute la Somalie. Je tiens à assurer le Président Farmajo et le peuple somalien du soutien continu des États-Unis.

Un défi immédiat auquel la population de Somalie doit faire face est, bien évidemment, l'aggravation de la crise alimentaire. Plus de la moitié de la population somalienne a maintenant besoin de nourriture, d'eau et de services de santé et, comme nous venons de l'entendre aujourd'hui, seulement 32 % des 825 millions de dollars nécessaires ont été reçus. Nous devons poursuivre énergiquement toutes les sources de financement pour répondre à ces besoins urgents si nous espérons atténuer la possibilité d'une autre famine.

Nous exhortons les autorités fédérales et étatiques somaliennes à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour lever les obstacles bureaucratiques à la circulation de l'aide humanitaire et, avec l'appui de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), créer des conditions propices à l'acheminement de fournitures humanitaires essentielles. Nous sommes particulièrement troublés par la dépravation croissante des Chabab qui intensifient leurs attaques asymétriques contre les civils, les services de sécurité et les responsables gouvernementaux. Nous condamnons l'attentat à la bombe qui a eu lieu mardi dans le district de Hamar Weyne à Mogadiscio et nous adressons nos condoléances aux familles des victimes. Nous demandons instamment à l'AMISOM et aux forces de sécurité somaliennes de mener des efforts proactifs pour désorganiser les Chabab et dissuader d'autres organisations terroristes de s'implanter en Somalie.

Les États-Unis continuent de s'associer à des partenaires pour trouver une solution appropriée à la question des indemnités des contingents de l'AMISOM. Les États-Unis fournissent une assistance substantielle, y compris des équipements, aux militaires des nombreux pays qui fournissent des contingents à l'AMISOM. Nous encourageons les donateurs à contribuer au fonds d'affectation spéciale pour l'AMISOM et l'Armée nationale somalienne. Nous reconnaissons que l'AMISOM ne peut pas rester éternellement en Somalie et, à cet égard, la planification conjointe entre l'ONU et l'Union africaine pour identifier les besoins immédiats de l'AMISOM est devenue de plus en plus importante. Le prochain examen conjoint ONU-Union africaine de l'AMISOM sera l'occasion d'évaluer les besoins globaux de sécurité de la Somalie et d'identifier une voie à suivre pour l'AMISOM. Compte tenu de la gravité des problèmes de sécurité qui subsistent en Somalie, nous ne pensons pas qu'il soit approprié à ce stade de faire la transition vers une mission de maintien de la paix des Nations Unies.

L'AMISOM doit poursuivre sa mission principale – faire reculer la menace des Chabab – tout en créant les conditions d'une transition sécuritaire réussie. À cette fin, nous encourageons le Président Farmajo à travailler avec les présidents régionaux somaliens pour parvenir à un accord sur un cadre national pour l'Armée nationale somalienne et les forces de sécurité.

Les partenaires internationaux de la Somalie doivent examiner attentivement la meilleure façon de fournir un soutien coordonné au secteur de la sécurité somalien. Si nous sommes francs, nous devons reconnaître que, parfois, nos efforts pour former et équiper l'Armée nationale somalienne ne se sont pas traduits directement par des progrès durables. L'aide à la sécurité fonctionne bien lorsque les donateurs se coordonnent étroitement autour d'un processus dirigé par les Somaliens et, à cet égard, nous nous félicitons du renforcement ces derniers mois de la coordination entre les donateurs sous les auspices du mécanisme « S-6 ».

Un solide leadership en provenance de la Villa Somalia et du Parlement est nécessaire pour engager le processus de révision constitutionnelle qui officialisera la formation de l'État et fournira une base juridique aux institutions somaliennes. Ces efforts doivent être sous-tendus par un esprit de réconciliation pour garantir leur caractère inclusif. Il est crucial que le Gouvernement somalien protège également ses citoyens et empêche l'utilisation illégale et le recrutement d'enfants soldats, la violence sexuelle et sexiste et le harcèlement des journalistes par les forces de sécurité.

Nous attendons avec intérêt la Conférence de Londres sur la Somalie car elle sera l'occasion pour le Gouvernement fédéral somalien et ses partenaires internationaux de parvenir à un accord sur les questions clefs évoquées ici aujourd'hui. Nous espérons que nous sortirons de la Conférence avec une vision commune de la prochaine phase de soutien au développement de la Somalie, tout en ayant répondant aux besoins humanitaires urgents et en mettant à profit les récents

succès politiques et sécuritaires qui nous permettent d'espérer qu'un avenir meilleur est possible pour le peuple somalien.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Avant de parler de la Somalie, je voudrais dire que le Japon condamne le terrible attentat terroriste qui a eu lieu hier à Londres. Au nom du Gouvernement japonais, je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes et exprime toute notre solidarité avec le peuple britannique. Je souhaite un prompt et complet rétablissement aux personnes blessées.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et le Royaume-Uni, d'avoir convoqué cette séance d'information fort opportune. Je remercie les intervenants pour les informations actualisées qu'ils nous ont livrées sur la situation en Somalie. Je tiens également à féliciter sincèrement le Président Farmajo de son engagement ferme à parvenir à la paix et à la stabilité dans le pays.

Les progrès vers la paix et la stabilité en Somalie ont malheureusement été fragiles jusqu'à présent. De nombreux défis sont à relever, tels que la formulation d'un cadre de sécurité nationale, le renforcement des capacités d'une Armée nationale somalienne représentative, la lutte contre les Chabab, l'accord sur les mécanismes de partage des ressources et des recettes entre l'État fédéral et les régions, et la préparation de l'instauration du suffrage universel en 2020. Une assistance internationale solide et soutenue est essentielle, et la prise en main somalienne indispensable. Le Japon félicite le Président Farmajo pour son leadership actif en vue de régler ces problèmes et nous nous engageons à lui apporter tout notre appui dans ses efforts.

La famine en cours menace les progrès dans l'édification de l'État depuis la mise en place du Gouvernement en 2012. Comme l'a souligné le Secrétaire général António Guterres durant sa visite en Somalie, lutter contre le risque de famine contribue à éliminer les causes profondes du terrorisme. Conscient de la gravité extrême de la famine, le Japon a décidé la semaine dernière de verser 26 millions de dollars d'aide humanitaire d'urgence supplémentaire en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général, dont 8,5 millions seront directement destinés à la Somalie. Ce montant vient s'ajouter aux plus de 22 millions de dollars d'aide que le Japon a décidé d'apporter à la Somalie en janvier dernier.

La priorité absolue est que la situation en matière de sécurité s'améliore partout en Somalie. Le rôle de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) est déterminant pour combattre l'extrémisme, notamment les Chabab. Afin d'éviter tout vide sécuritaire suite au désengagement progressif de l'AMISOM l'année prochaine, il faut s'atteler d'urgence et de manière coordonnée au renforcement des capacités de l'Armée nationale somalienne. Les bailleurs de fonds internationaux ont mobilisé des ressources très importantes au fil des ans, mais les progrès accomplis dans la mise en place d'une Armée nationale somalienne représentative et efficace ont été insuffisants. Une des raisons à cela, c'est que l'intégration des milices claniques a été quasi inexistante et qu'il y a eu un manque de coordination entre les donateurs.

Nous nous félicitons de l'initiative du Royaume-Uni d'accueillir la Conférence de Londres sur la Somalie en mai prochain et du fait que le Président Farmajo et le Secrétaire général coprésideront cet événement. C'est l'occasion rêvée de régler les problèmes susmentionnés et d'utiliser les ressources internationales, qui ne sont pas illimitées, de manière plus coordonnée. Nous espérons notamment que cette réunion encouragera les dirigeants politiques de chaque État de la fédération à s'entendre sur un cadre de sécurité nationale qui délimitera clairement les responsabilités du Gouvernement fédéral et celles des États.

L'amélioration durable de la sécurité dans le pays dépend aussi du renforcement des capacités de la Police somalienne, y compris par l'intermédiaire d'une aide au paiement des salaires, de la consolidation des institutions et de la fourniture de services sociaux de base. Le Japon a versé une aide de plus de 400 millions de dollars dans ces domaines depuis 2007 et continuera de soutenir les efforts du Gouvernement.

L'amélioration de la situation macroéconomique est également déterminante pour instaurer durablement la paix et la prospérité. Voilà longtemps que le Japon donne la priorité à ce domaine et nous nous félicitons de la conclusion fructueuse des consultations périodiques du Fonds monétaire international le mois dernier. Des efforts soutenus pour mettre en œuvre les mesures visant à améliorer le cadre budgétaire, accroître les recettes fiscales et entreprendre des réformes structurelles sont indispensables. Le Japon espère que les dirigeants politiques démontreront leur fort leadership et leur esprit de coopération sur la question des mécanismes

de partage des ressources et des recettes qui formeront l'épine dorsale de l'économie somalienne.

Enfin, le récent détournement d'un gros navire marchand au large des côtes somaliennes, premier en cinq ans, vient nous rappeler la nécessité de poursuivre les efforts internationaux de lutte contre la piraterie dans la région. Le Japon poursuivra ses activités d'alerte et de surveillance et ses opérations d'escorte tout en soutenant le développement des services sociaux et de l'économie dans les régions côtières, en étroite collaboration, bien sûr, avec le Gouvernement somalien et la communauté internationale.

M. Llorenty Solíz (Bolivie) (*parle en espagnol*) : Avant de faire notre déclaration, nous voudrions nous joindre aux paroles de tous nos collègues et condamner l'odieux attentat qui a eu lieu hier à Londres. Nous renouvelons les sincères condoléances que le Président Evo Morales Ayma a adressées au Gouvernement et au peuple britanniques ainsi qu'aux familles des victimes et souhaitons, bien entendu, un prompt rétablissement aux blessés. Il y a quelques minutes, j'ai appris que 11 nationalités étaient représentées parmi les victimes de cette attaque, ce qui vient douloureusement nous rappeler que le terrorisme est une menace mondiale et qu'il est indispensable que la communauté internationale unisse ses efforts pour en venir à bout.

Je voudrais commencer par remercier S. E. le Président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo de sa participation à la présente séance du Conseil de sécurité. Je salue également la présence de M. Boris Johnson, Ministre britannique des affaires étrangères et des affaires du Commonwealth, ainsi que de M. Michael Keating et de M. Francisco Caetano José Madeira, que je remercie de leurs exposés.

La Bolivie voudrait insister sur la conclusion du processus électoral somalien et l'élection du Président Farmajo, le 8 février. Nous sommes satisfaits de constater que les élections ont été beaucoup plus pacifiques et ouvertes que par le passé et qu'elles ont insufflé un sentiment d'espoir en Somalie. Nous estimons qu'il s'agit des élections les plus représentatives et les plus légitimes de l'histoire du pays, avec notamment pour résultat le fait que, pour la première fois, 26 % des sièges parlementaires sont occupés par des femmes.

Nous appuyons la position du Secrétaire général au sujet de l'importance fondamentale de la coopération internationale pour consolider les avancées récentes intervenues sur les plans politique et de la sécurité. Il faut en outre continuer à veiller à accorder au Gouvernement somalien un appui cohérent et à long terme, pour renforcer ses capacités institutionnelles, au moyen d'initiatives de bonne gouvernance visant à améliorer les conditions de vie de sa population. Nous soulignons qu'il importe de respecter la feuille de route politique, de manière à faire en sorte que, en 2020 au plus tard, des élections puissent être organisées suivant le principe « une personne, une voix ».

Une autre source de préoccupation pour nous est la détérioration de la situation humanitaire, aggravée par la sécheresse qui s'étend au-delà du Puntland et du Somaliland vers les régions du sud, comme Gedo et le Bas-Djouba. D'après les statistiques de l'ONU, 5 millions de Somaliens sont face à un risque de grave pénurie alimentaire, et plus de 1,1 million d'entre eux se trouvent déjà dans des situations d'urgence ou de crise. Selon le rapport (S/2017/21) du Secrétaire général, la vulnérabilité de la Somalie et la menace d'une crise plus étendue sont amplifiées par l'absence persistante de filets de sécurité sociale et de certains services de base.

Nous appelons la communauté internationale à intervenir d'urgence face à cette situation défavorable pour empêcher qu'elle ne dégénère en une famine dans ce pays de la Corne de l'Afrique, comme ce fut le cas en 2011, année durant laquelle, selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 250 000 personnes sont mortes, dont plus de la moitié étaient des enfants de moins de 5 ans.

Je voudrais revenir sur ce que la Ministre suédoise des affaires étrangères a évoqué devant le Conseil, à savoir qu'il semble impensable que, en 2017, nous soyons confrontés à la pire crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais nous pensons qu'il est impératif de rappeler qu'en 2017 également, nous observons la pire concentration de richesse de toute l'histoire de l'humanité. Huit individus détiennent plus de la moitié de la richesse mondiale, et nous estimons que, indéniablement, cette situation est intimement liée non seulement à la profonde crise humanitaire que traverse la planète, mais également aux changements climatiques, qui sont l'une des causes – mais pas la seule − de cette situation dramatique.

De la même manière, nous rappelons la visite que le Secrétaire général a effectuée le 7 mars en Somalie, durant laquelle il a souligné auprès de la communauté des donateurs qu'il était nécessaire de lever 825 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires du pays pendant les six prochains mois car, à défaut, nous

risquions de voir le peuple somalien confronté à une tragédie que ni lui ni aucun autre peuple ne mérite. Nous appelons donc les institutions comme la Banque mondiale à éliminer tous les obstacles susceptibles d'empêcher cette assistance, qui est en partie une responsabilité internationale, de parvenir jusqu'en Somalie.

Par ailleurs, nous félicitons le Président de la République de Djibouti, le Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, le Président de la République du Kenya et le Président somalien de leur déclaration commune faite à Mogadiscio, la Déclaration de Mogadiscio sur la coopération régionale sur la sécheresse en cours (Mogadishu Declaration on regional cooperation on the current drought),, dans laquelle ils s'engagent à conjuguer leurs efforts pour instaurer la sécurité et la stabilité en Somalie et dans les pays voisins, en garantissant une riposte efficace à la sécheresse et en permettant de nouveaux progrès en matière de consolidation de la paix et d'édification de l'État en Somalie.

La Bolivie s'associe elle aussi à la condamnation énergique des attentats-suicides coordonnés qui ont tué des dizaines de civils et de soldats somaliens ces derniers jours, et blessé de nombreuses autres personnes, attaque dont le groupe terroriste des Chabab porte la responsabilité. De même, nous appelons l'attention sur le sort des réfugiés somaliens qui retournent dans leur pays et qui sont confrontés à l'insécurité.

Enfin, nous reconnaissons le travail important réalisé par le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et la Mission de l'Union africaine en Somalie. Nous pensons que leur contribution est fondamentale pour le respect des droits de l'homme et, fondamentalement, s'agissant de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Somalie.

M. Iliichev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, nous tenons à exprimer toutes nos condoléances à nos collègues britanniques, à toutes les victimes et aux familles de ceux qui ont été tués lors de l'attaque terroriste perpétrée hier à Londres. Nous condamnons fermement cette attaque meurtrière, qui confirme une fois de plus la nécessité d'une action coordonnée pour lutter efficacement contre la menace terroriste mondiale. Nous pensons que cet événement tragique illustre clairement à quel point nos initiatives pour unifier les efforts antiterroristes de la communauté internationale sont nécessaires et opportunes.

Le bon déroulement du processus électoral en Somalie et l'élection du nouveau Président, M. Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, ont marqué une étape importante dans le parcours emprunté par le pays pour parvenir à la réconciliation nationale, au rétablissement de l'autorité de l'État et à la consolidation des institutions démocratiques. Un Premier Ministre a été nommé, un nouveau gouvernement a été formé et le processus de mise en place d'un système d'administration territoriale est pratiquement achevé.

Il faut toutefois noter qu'une approche clanique continue malheureusement de prévaloir dans la vie politique intérieure du pays. Il convient d'abandonner progressivement cette tendance et supprimer la fragmentation de l'État somalien à tous les niveaux. Nous espérons que le nouveau Gouvernement se penchera sur les questions liées aux réformes politiques internes, à la renaissance socioéconomique et au développement. Nous attendons avec intérêt l'aboutissement du travail de fond en cours sur la rédaction d'une nouvelle Constitution du pays et surl'adoption d'une loi sur les partis politiques. Dans le même temps, les tâches les plus importantes pour le Gouvernement continuent d'être le renforcement du secteur de la sécurité, la consolidation des bases du fédéralisme et la promotion d'une réconciliation nationale et interethnique durable en Somalie.

En matière de sécurité, la situation nous semble loin d'être stable. Nous appelons l'attention sur le fait qu'il est important que la communauté internationale poursuive ses actions concertées pour fournir une assistance multidimensionnelle à Mogadiscio, afin de renforcer les capacités opérationnelles de l'Armée nationale somalienne et de la Mission de l'Union africaine en Somalie, qui sont en première ligne dans la lutte contre les Chabab. Nous sommes préoccupés par l'augmentation des activités déstabilisatrices de ce groupe terroriste au-delà de la Somalie et par le fait qu'il coordonne ses actions avec d'autres groupes terroristes en Afrique. Cependant, à ce jour, il n'a pas encore été possible de parvenir à un tournant décisif dans la lutte contre les extrémistes. À cet égard, nous plaidons en faveur d'un règlement de la question des retards de paiement des soldes des Casques bleus africains et des soldats et officiers somaliens, qui risquent leur vie pour garantir la sécurité et la stabilité de la Somalie.

L'embargo sur les armes et le charbon de bois imposé à Somalie s'est révélé être un instrument important et efficace pour empêcher les forces terroristes et extrémistes de se réapprovisionner en armes. Ce sont

ces forces qui font obstacle à la normalisation dans la région. La politique de levée partielle de l'embargo sur les armes, dans l'intérêt des forces de sécurité somaliennes, a fait ses preuves.

La grave détérioration de la situation humanitaire dans plusieurs régions de Somalie exige qu'on lui accorde une attention soutenue et qu'on y oppose une intervention internationale idoine. Elle découle principalement de l'association des conséquences catastrophiques de la sécheresse et de l'instabilité persistante dans le pays. Des centaines de milliers de personnes en Somalie sont au bord de la famine, et les prévisions à court terme sont loin d'être encourageantes. La communauté internationale doit fournir une aide humanitaire pour faire en sorte que la population dispose d'eau potable, de nourriture et de médicaments. La Russie participe activement à l'élaboration de mesures concertées pour régler cette crise et apporter une assistance multidimensionnelle aux autorités de Mogadiscio. Nous continuerons d'assurer aux experts civils somaliens des formations en Russie, dont le financement sera assuré sur le budget fédéral russe.

Notre pays apporte régulièrement une aide humanitaire au Gouvernement fédéral somalien et aux réfugiés somaliens dans les pays voisins, grâce à des contributions ciblées aux fonds pertinents du système des Nations Unies. Depuis 2011, notre participation à l'aide s'élève au total à plus de 16 millions de dollars, dont 2 millions de dollars sont fournis au Kenya, qui accueille environ un million de réfugiés somaliens. Nous entendons maintenir ce niveau d'aide humanitaire à la Somalie.

M. Delattre (France) : Je remercie les divers intervenants pour leurs exposés et tiens à saluer particulièrement la présence du Ministre britannique des affaires étrangères, qui a pris l'initiative de cette importante séance et est venu à New York pour la présider. Je voudrais également remercier spécialement le Président de la République fédérale de Somalie pour son intervention par visioconférence. Je souhaiterais à mon tour, Monsieur le Président, comme l'ont fait les autorités françaises, exprimer à nouveau notre condamnation la plus ferme de l'attentat de Londres, hier, et renouveler au Royaume-Uni, avec l'expression de notre profonde sympathie, notre pleine et entière solidarité.

Je voudrais ici me limiter à trois remarques.

D'abord, sur la situation politique et humanitaire. Le processus électoral a été achevé en Somalie et ce dans des conditions satisfaisantes. La France salue l'élection sans contestation du Président Farmajo qui a suscité une réelle vague d'enthousiasme populaire. Nous savons l'effort que la tenue de ces élections a représenté pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), en termes notamment de soutien logistique, et pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), sur le plan de la sécurisation. Cela relève de l'exploit. Je m'adresse non seulement à M. Keating et au représentant de l'Union africaine mais aussi à mon collègue de l'Éthiopie et, à travers lui, à tous les pays fournisseurs de contingents et du personnel de police, pour leur exprimer nos chaleureuses félicitations.

La nouvelle Administration somalienne est d'ores et déjà mise à rude épreuve. Le Secrétaire général rentre d'une visite en Somalie et a pu se rendre compte lui-même de la gravité de la situation humanitaire, avec en particulier, comme on le sait, une famine en cours dans la région. Les nouvelles autorités doivent répondre à cette situation, avec tout le soutien de la communauté internationale. Au-delà de cette urgence, i1 est essentiel que les autorités somaliennes s'engagent avec détermination dans la consolidation des institutions et l'établissement d'un véritable état de droit, afin de favoriser un meilleur respect des droits de l'homme et une stabilisation durable du pays.

Ma deuxième observation porte sur l'AMISOM. Dans la logique de priorisation qui est la nôtre pour l'action des Nations Unies, après les élections cette année, la sécurité est le grand chantier prioritaire des années à venir. L'AMISOM est déployée en Somalie depuis 2007. Son action, soutenue logistiquement par les Nations Unies et financièrement par l'Union européenne, est difficile. Je voudrais ici saluer la mémoire de tous ceux qui ont perdu la vie dans le combat contre les Chabab. Ce combat est un combat collectif qui ne peut être gagné par l'AMISOM seule, et l'AMISOM n'a pas vocation à rester éternellement en Somalie.

De ce point de vue, deux points me paraissent devoir être soulignés.

S'agissant d'abord du financement de l'AMISOM, qui n'est pas suffisamment prévisible et soutenable, la France espérait que d'autres contributeurs accepteraient de rejoindre l'effort financier considérable réalisé par l'Union européenne. L'Union européenne a déjà financé en effet environ 1,7 milliard de dollars, en plus des contributions de ses États membres au budget du Bureau

d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) et des contributions bilatérales de certains États membres. La diversification géographique du financement de l'AMISOM ne s'est malheureusement pas produite à ce jour et l'Union européenne continue à financer 80 % de la contribution requise et espère que d'autres contributeurs se joindront à cet effort.

S'agissant ensuite du retrait de l'AMISOM, nous comprenons la volonté de certains pays fournisseurs de contingents de se retirer, et nous leur rendons une nouvelle fois hommage. Mais il importe que ce retrait ne soit pas uniquement soumis à des impératifs de calendrier et qu'il soit bien articulé avec le développement d'une solution somalienne de sécurité.

C'est précisément ma troisième observation, qui concerne la capacité pour les Somaliens à assurer leur propre sécurité. C'est, nous semble-t-il, le point clef de la période qui s'ouvre. Il y aurait 10 900 personnels de l'Armée somalienne, qui sont éligibles au soutien logistique fourni par le BANUS dans le cadre d'opérations conjointes avec l'AMISOM. Il existe, parallèlement, des milices locales dites « Darwish », qui assurent également des fonctions de sécurité.

À partir de là plusieurs questions se posent, qui nous paraissent pouvoir cadrer utilement la réflexion en cours. Par exemple, les personnels composant l'Armée nationale somalienne sont-ils bien identifiés? Comment peut-on accélérer leur formation et leur opérationnalisation? La MANUSOM peut-elle intensifier ses efforts en matière de coordination des offres de formation et de fourniture d'équipements, en vue d'apporter une réponse plus cohérente aux besoins de l'Armée nationale somalienne? De même, comment peut-on davantage associer les forces de sécurité somaliennes existantes aux opérations de sécurisation du territoire, voire même aux offensives de l'AMISOM?

Nous saluons la tenue, au mois de mai, de la Conférence de Londres qui permettra, nous l'espérons, d'apporter certaines réponses à ces questions et nous attendons avec intérêt les rapports à venir sur l'AMISOM et la présence des Nations Unies en Somalie dans cette nouvelle période post-électorale.

La séance est levée à 12 h 25.